

# DOSSIER

## LES TEMPS QUI RESTENT

### POUR UN NOUVEAU

### FRONT POPULAIRE

Ce dossier, nous l'avions annoncé. Dans notre éditorial du mardi 11 juin, nous promettons d'ouvrir rapidement un dossier permettant de nourrir la mobilisation sociale en faveur d'une union des forces de gauche et écologistes capable d'éviter durablement la victoire électorale de l'extrême droite. Le voici donc. Ce dossier n'a pas seulement pour vocation de rendre publiques nos propres propositions; nous publierons aussi toutes les contributions qui nous seront envoyées et qui nous sembleront utiles pour approfondir la compréhension de cette mobilisation. Nous réitérons donc ici notre appel à contributions: vous pouvez nous envoyer vos analyses, témoignages, études, informations, etc., à l'adresse ([contact@les-tempsquirestent.org](mailto:contact@les-tempsquirestent.org)).

Nous souhaitons intervenir dans ce processus politique du point de vue qui est le nôtre, celui d'un collectif d'idées et de formes organisé autour d'une revue en ligne, qui relève donc de la «société civile». Nous avons la conviction que la fragile union des appareils politiques ne pourra être maintenue que si elle est sans cesse débordée par une mobilisation active au sein de la société civile. Il ne s'agit pas ici bien sûr pour nous de répéter des slogans ou des prises de positions dans un espace de possibilités fermé, mais d'ajouter à la perception de ce qui nous arrive, avec la conviction que chaque manière singulière de vivre le commun approfondit et élargit ce commun.

Nous avons hésité sur le titre de ce dossier: «Les Temps qui restent pour un Nouveau Front Populaire». Notre intention n'est pas en ef-

fet seulement de venir en appui à une alliance électorale. Mais l'expression «Front populaire» a cela précisément d'intéressant qu'elle désigne un processus politique qui dépasse largement la conquête du pouvoir d'Etat par des appareils politiques. Le Front Populaire de 1936, c'était une vaste mobilisation de la société, puissante et hétérogène, qui à la fois débordait et rendait possible la mise en oeuvre du programme de la majorité conduite par Léon Blum. Le «Nouveau Front Populaire» n'existera lui aussi que porté par la «société civile». C'est là que nous nous situons et c'est de ce lieu qu'à la mesure de nos moyens nous nous engageons dans ce moment collectif.

Quel que soit le résultat des prochaines échéances électorales, ce dossier ne se fermera pas : *Les Temps qui restent* continueront à nourrir la réflexion sur la nécessaire construction d'une autre force politique, qui ne sera possible que dans le dépassement des clivages qui ont jusqu'à présent bouché l'avenir au point que seule l'extrême droite semble proposer une alternative à beaucoup de gens, non pas uniquement en France, ni même dans l'Europe actuelle, mais dans le monde entier. La situation actuelle relève d'une temporalité qui est bien celle dans laquelle le projet même de la revue s'inscrivait : celui d'une urgence, mais d'une urgence pour rouvrir le temps.

**p. 5**

**Éditorial : *Les Temps qui restent* pour le Nouveau Front populaire**

**p. 9**

**Dans la peau d'Emmanuel Macron**

**p. 29**

**Égalité, environnement, démocratie: le Nouveau Front Populaire entre deux siècles**

**p. 42**

**Il ne s'agit pas seulement d'une élection**

**p. 46**

**En Belgique aussi**

**p. 53**

**La montée de l'extrême droite, vue d'Allemagne**

# Éditorial : *Les Temps qui restent* pour le Nouveau Front populaire

11-06-2024

*Les Temps qui restent* ont entendu l'appel, formulé par plusieurs responsables politiques de gauche et écologistes dès l'annonce de la dissolution par le Président de la République, à la mobilisation de la « société civile » dans le travail de construction d'un « Front populaire » et se félicitent que les fondements en aient été posés rapidement par les principales forces politiques concernées. Cette initiative devra proposer, dans l'urgence, une alternative de gouvernement pour les trois prochaines années, permettant d'interrompre la marche de l'extrême-droite vers le pouvoir et son instrumentalisation mortifère par le camp présidentiel.

Nous souhaitons nous associer sans réserve à cette initiative. Nous appelons tous les responsables politiques à établir des accords de désistement dans toutes les circonscriptions et à soutenir sans arrière pensée, ni calcul hasardeux, la démarche d'unité qui vient d'être esquissée. Nous observerons les prises de position des responsables politiques dans les prochains jours avec une attention particulière.

En tant qu'actrices et acteurs de la « société civile », nous nous déclarons prêtes et prêts à nous associer à toute démarche qui permettra, d'abord, de faire aboutir la proposition d'un tel « Front populaire » dans les urnes, puis de la faire vivre et de l'enrichir tout au long du mandat qui sera le sien, en vue de la construction d'un pro-

jet politique de plus long terme, qui devra faire l'objet d'une clarification lors des prochaines échéances présidentielles (qui pourraient, elles aussi, arriver plus tôt que prévu). Nous croyons nécessaire que toutes les forces sociales, au-delà des seuls appareils politiques, contribuent à opposer à la montée de l'extrême-droite, et à son instrumentalisation systématique par le Président de la République, une mobilisation collective massive, diversifiée, inventive et déterminée.

La seule existence des *Temps qui restent* nous semble témoigner de la possibilité du dépassement des clivages supposés déchirer la gauche. Nous sommes en effet un collectif composé de personnes de formations intellectuelles différentes, de sensibilités politiques, spirituelles, esthétiques, différentes, de générations différentes, de langues différentes, universitaires mais aussi non-universitaires. On trouve, parmi nous, des philosophes et des informaticiens, des géochimistes et des poètes, des avocates et des vidéastes, des psychanalystes et des sociologues. Nous n'avons sans doute pas glissé les mêmes bulletins de vote dans les urnes lors des dernières années. Nous n'avons peut-être même pas la même conception de ce que doit être la place de l'acte électoral dans la vie politique. Mais nous partageons la conviction d'une urgence à se mobiliser pour mettre les forces sociales devant leurs responsabilités réelles, afin de leur permettre de décider en conscience du visage qu'elles dessineront à la surface de la Terre dans les prochaines décennies, comme l'indique le projet éditorial de la revue autour de laquelle notre collectif s'est constitué (<https://lestempsquirestent.org/fr/projet-editorial/le-projet>).

Nous constatons avec effroi que la politique menée par les différents gouvernements ces dernières décennies, mais particulièrement aggravée par Emmanuel Macron en France, ne permet pas du tout cette clarification du jeu démocratique. Elle donne au contraire le sentiment d'une instrumentalisation tactique à courte vue, n'ayant comme objectif que de se donner le semblant de légitimité électorale nécessaire pour poursuivre un programme politique qu'on sait d'avance dépourvu d'avenir et dont on constate les échecs à tous les niveaux : social, écologique, démocratique et

même géopolitique. Nous croyons que cette stratégie est précisément celle qui nourrit la montée de l'extrême-droite, car elle alimente le sentiment d'une absence de prise démocratique sur les dynamiques historiques à l'œuvre. Nous pensons que seule l'alliance de la justice sociale, de l'exigence écologique et de l'approfondissement démocratique permettra d'introduire un peu de clarté dans la manière dont l'avenir se construit dans le présent. Il nous semble évident que le nuancier des forces de gauche tel qu'il existe aujourd'hui permet de construire cette alliance. C'est pour cette raison que nous nous engageons sans réserve en faveur du succès du « Front populaire » dont les bases viennent d'être posées.

Dans les jours qui viennent, nous allons lancer plusieurs initiatives pour contribuer, dans la mesure de nos moyens, à cette alliance. Mais nous souhaitons affirmer, au lendemain de ces élections déso-lantes pour l'Europe entière, et de la décision singulièrement irresponsable du chef de l'État, l'existence d'une volonté, dans le corps social, de se mobiliser activement et largement pour construire cette alliance sociale, écologique et démocratique des gauches unies, qui est la seule alternative au retour de l'extrême-droite au pouvoir. Nous ouvrirons dans les jours prochains un dossier intitulé « Pour une union sociale, écologique et démocratique », où nous publierons des contributions susceptibles d'éclairer le débat public sur cette question. Nous invitons toutes les personnes et tous les collectifs qui se reconnaissent dans cette exigence adressée à la société civile de contribuer à cette dynamique, de nous envoyer leurs propositions de publications, d'actions ou d'événements ([contact@lestempsquirestent.org](mailto:contact@lestempsquirestent.org)).

Le Comité exécutif et le Conseil des *Temps qui restent*

(Ont plus particulièrement participé à la rédaction de ce texte: François Andrieux, Emily Apter, Michel Arbatz, Etienne Balibar, Anna Barseghian, Louis Bidou, Juliette Blamont, Jean Bourgault, Déborah Brosteaux, Déborah Bucchi, Erik Bullot, Nathalie Cau, Marianne Carpentier, Arto Charpentier, Alyne Costa, Donatien Costa, Sophie Cras, Laetitia Delafontaine, Esther Demoulin, Gabriel Dorthe, Divya Dwivedi, Jeanne Etelain, Jérôme Gaillardet,

Bastien Gallet, Tristan Garcia, Juan Luis Gastaldi, Ana Maria Gomes, Alexis Gonin, Emmanuel Grimaud, Haud Guéguen, Jeremy Hamers, Laurent Jeanpierre, Dominiq Jenvrey, Stefan Kristensen, Lissa Lincoln, Silvia Lippi, Camille Louis, Emmanuelle Loyer, Catherine Malabou, Martial Manet, Patrice Maniglier, Éric Marty, Zoé Mary-Roulier, Anne Mélice, Shaj Mohan, Lucile Mons, Vanessa Morisset, Frédéric Neyrat, Pierre Niedergang, Grégory Niel, Agathe Nieto, Rodrigo Nunes, Julien Pallotta, Luca Paltrinieri, Dimitra Panopoulos, Luc Pellissier, Catherine Perret, Philippe Petit, Sébastien Pluot, Mathieu Potte-Bonneville, Matteo Pratelli, François Provenzano, David Rabouin, Sinziana Ravini, Kianush Ruf, Warren Sack, Martin Savransky, Jim Schrub, Pierre Schwarzer, Nikolaj Schultz, Juliette Simont, Sarah Streliski, Anne-Christine Taylor, Stéphane van Damme, Romain Vielfaure, Pierre Vinclair, Eduardo Viveiros de Castro, Jean-Baptiste Vuillerod, Peter Wagner, Mathieu Watrelot, Marine Yzquierdo.)

---

# Dans la peau d'Emmanuel Macron

Par Patrice Maniglier | 16-06-2024

La dissolution de l'Assemblée Nationale, décidée par Emmanuel Macron, est-elle un bel acte de confiance démocratique, ou bien une sinistre manœuvre tactique qui court-circuite le jeu démocratique? Un acte profondément anti-démocratique, répond le philosophe Patrice Maniglier, qui se livre ici à une étrange expérience: il écrit le discours qu'*aurait dû* prononcer Emmanuel Macron, s'il avait *vraiment* voulu procéder à une «clarification» démocratique. Une occasion pour réfléchir à la vérité et au mensonge politique.



Il n'est pas très agréable de se mettre dans la peau d'Emmanuel Macron, certes. En revanche, ça n'est pas très difficile. À moins que je ne sois affligé d'une sorte de tare particulière qui me fait deviner les raisonnements de ce personnage avec une lucidité exceptionnelle ? Car le fait est qu'au matin du lundi 10 juin, au lendemain donc de sa décision de dissoudre l'Assemblée Nationale, je faisais circuler sur Facebook un post où j'expliquais ce que je pensais com-



prendre de cette décision. Et je crois que les quelques jours qui ont suivi ont déjà permis de confirmer la petite analyse que je proposais alors, au-delà même de mes espérances, puisque je pariais sur la maturité des responsables politiques de gauche et écologistes à conclure rapidement une union de combat – j'ai été exaucé sur ce point au-delà mes vœux.

Je citerai ce post *in extenso* plus loin, non pas pour mettre en valeur ma prescience, mais afin qu'on ne se trompe pas sur le sens de l'exercice auquel je vais me livrer par la suite. Car je voudrais ici revenir sur le point qui m'importait au fond : à savoir qu'Emmanuel Macron présentait comme un acte vertueux ce qui était au contraire le comble du vice au regard même des valeurs qu'il défendait. Il présentait en effet sa décision comme un geste de confiance en la capacité du processus électoral en démocratie, aussi imparfait soit-il, à permettre une « clarification » des forces politiques réellement en mesure de proposer quelque chose à la collectivité citoyenne. Or je crois qu'il faisait tout l'inverse : il convoquait des élections précisément pour court-circuiter l'épreuve démocratique, pour la vider de son sens, comme il l'a toujours fait. Cela m'enrageait particulièrement, car j'ai la conviction que c'est précisément cette perte du peu de sens que peut avoir la parole politique en « démocratie représentative de masse sous contrainte oligarchique » (comme je crois qu'on peut appeler nos régimes), qui est une des causes principales de l'explosion de l'extrême droite.

Mais un petit paradoxe m'a interpellé. D'un côté, je voyais bien les arguments qu'il y avait en faveur d'une présentation de ce geste comme un bel acte de confiance démocratique ; je voyais que cela *aurait été possible* (et c'est précisément sur ce possible que joue Emmanuel Macron). D'un autre côté je n'avais aucun doute sur le fait que ça n'était pas le cas : qu'il *faisait* même tout l'inverse de ce qu'il *disait*. Je me suis alors demandé ce qu'il aurait fallu qu'il fasse ou qu'il dise pour que ce soit le cas, pour qu'il s'agisse d'un authentique acte de confiance démocratique. Comment un Président de la République dans la position d'Emmanuel Macron, mais véritablement convaincu de la vertu du processus électoral pour ajouter de la compréhension au monde, aurait-il dû s'y prendre pour réaliser

ce geste ? Si Macron était plutôt de Gaule que Hollande (désolé pour les connotations nationales de cette belle antithèse), qu'aurait-il dû dire et faire ? Certes, sur le fond, la réponse est facile : il n'aurait pas précipité ces élections en les convoquant en 3 semaines (le délai le plus bref que lui autorise la Constitution), il aurait donné le temps, aux forces politiques dont la situation présente en France est capable, de s'organiser pour voir si, sur le fond, elles ont effectivement quelque chose de cohérent à proposer à la communauté citoyenne, qui jugera alors de celle qui a la préférence majoritaire.

Cependant je me suis aussi rendu compte que cela rejoignait un certain nombre de réflexions qui m'occupent depuis longtemps sur la nature de la parole politique et du sens exact du mot « vérité » dans ce domaine (problème sur lequel Bruno Latour avait jadis essayé de formuler un certain nombre de choses, qui n'ont pas été très bien comprises, me semble-t-il <sup>1</sup>).

C'est pourquoi j'ai rédigé le discours qu'Emmanuel Macron aurait pu prononcer au soir du 9 juin 2024, s'il avait été non pas l'effroyable opportuniste qu'il est de fait, mais un authentique militant de la forme démocratique-représentative comme il prétend l'être. Je me suis dit que c'était la meilleure manière (et la plus amusante) de faire apparaître le contraste entre parler-vrai (c'est-à-dire user de la parole afin de donner sa chance à la politique) et parler-faux (c'est-à-dire user de la parole – ainsi que de son pouvoir institutionnel d'ailleurs – pour détruire jusqu'à l'idée de politique). Et bien sûr une bonne manière de donner à chacune et à chacun des raisons de ne pas tomber dans le piège que nous tend ce sinistre personnage – ce qu'on ne peut faire qu'en votant pour le Nouveau Front Populaire.

## **1. Pourquoi Emmanuel Macron a dissout l'Assemblée Nationale**

Mais commençons d'abord par ma petite analyse publiée sur Facebook le 10 juin, afin que ma propre position soit bien claire avant que je ne confonde ma voix avec celle dudit Emmanuel

Macron.

Je constate que beaucoup de gens se grattent la tête pour comprendre le sens tactique de l'opération d'Emmanuel Macron et de sa décision totalement inattendue de dissoudre l'Assemblée Nationale. Une fois la surprise passée, je crains que ça ne mérite pas tant de connexions synaptiques. Cela est dans sa logique habituelle: instrumentaliser la peur de l'extrême-droite pour pouvoir acquérir un semblant de légitimité électorale afin de mener sa politique de réforme néolibérale (qui n'a pas d'originalité particulière). C'est la logique de quelqu'un qui, comme Hollande, ne réfléchit qu'en termes tactiques, et qui se croit très malin.

Il dissout en effet l'Assemblée au pire moment (en apparence) pour la gauche et en profitant de l'effroi que le score spectaculaire de l'extrême-droite suscite. Sachant donc qu'une bonne partie de l'électorat (notamment de gauche) ne veut pas de l'extrême-droite, et convaincu que la gauche ne pourra pas s'unir (de manière convaincante) dans un temps si bref, il espère donc de nouveau rafler la mise. De plus, il poursuit sa tentative pour siphonner les élus à droite et à gauche: un certain nombre de parlementaires LR auront peur de perdre leur siège et donc feront sécession (après avoir divisé la gauche, il divise donc la droite), et certains parlementaires PS qui hésitent depuis longtemps à trahir, mais n'ont pas encore osé le faire, le feront cette fois (au prétexte qu'on ne va pas s'allier à des antisémites, à des grossiers, etc. etc.). Je pense qu'il croit sincèrement qu'il va élargir sa majorité par ce coup trop-malin-vraiment-trop-malin. Et son entourage de murmurer au génie la bouche bée d'admiration...

Si sa propre majorité ne ressort pas élargie, il peut espérer faire un accord de gouvernement avec ce qu'il restera de la droite LR, car il est vraisemblable que l'extrême-droite ne réussisse pas à avoir la majorité absolue, de sorte que les LR n'auront plus que ce choix: soit de s'allier avec l'extrême-droite, soit de s'allier avec Renaissance, soit de bloquer le fonctionnement institutionnel (au risque de continuer à tout perdre, car son électorat est pro-Macron ou pro-Le Pen).

Et enfin, au cas où même cela ne marcherait pas, il n'est pas si inquiet: l'arrivée de l'extrême-droite au pouvoir par voie parlementaire lui permettra (croit-il) de montrer qu'elle est inapte à gouverner, et donc permettra aux intérêts qu'il représente de reprendre la main lors des prochaines échéances présidentielles (qui pourraient d'ailleurs être rapprochées à sa guise). Il se posera quant à lui en garant des institutions et d'une certaine idée de la France, et il pourra enfin jouer le rôle de « rempart de l'extrême droite » (ce qui était sa mission principale, qu'il a volée au profit de son autre mission: supprimer les dernières résistances que la France opposait aux logiques néolibérales). Il le fera en refusant de signer certains décrets pour des décisions législatives qu'il pourra faire passer pour particulièrement dérogatoires à « l'esprit républicain », en en laissant passer bien d'autres au nom du respect du choix démocratique des français. Il essaiera, comme l'avait fait jadis Mitterrand avec Chirac, au moyen de la signature des décrets, de montrer à quel point ces gens sont des zozos et à quel point lui incarne la République et la France, la vraie, l'éternelle, la seule.

Et puis il faut bien dire que les forces sociales qu'il sert dans l'exercice de ses fonctions n'ont pas grand-chose à craindre de l'extrême-droite. L'extrême-droite ne fera rien qui va contre le cœur non-négociable de son projet politique, à savoir la mise en œuvre de politique néo-libérale. Le cas de Giorgia Meloni en témoigne. Sur les questions sécuritaires, de migration, et même géopolitique, ils seront d'accord. Et cet accord lui permettra d'ailleurs (croit-il) de montrer que l'extrême droite est un faux opposant. Bien sûr, il ne semble pas très inquiet devant la possibilité que cette démonstration (si elle se réalise) aboutisse à faire émerger un parti d'extrême-droite encore plus radical (celui-ci est déjà prêt d'ailleurs), ni qu'elle puisse être retournée contre lui (« Voyez comme il ne nous laisse pas gouverner. Maintenant, donnez-vous vraiment le pouvoir. »). Jusqu'à présent, la vie lui a souri. Si elle finit par nous faire pleurer, c'est un risque à prendre.

Bref, tout cela est parfaitement dans la logique tactique de Macron, une logique à courte vue, toujours à courte vue, tota-

lement indifférente aux grands intérêts de la société française et plus généralement du monde au sein duquel cette société française a un certain poids.

Le pire, sans doute, à mes yeux, dans cette manière de faire, c'est qu'elle se présente comme l'inverse de ce qu'elle est. Elle se présente en effet comme une manière de redonner à l'institution démocratique sa capacité à faire des choix collectifs. Or elle est l'inverse : elle est une manière d'empêcher cette « clarification » politique que certaines élections permettent dans une certaine mesure, puisqu'elle vole cette clarification en l'instrumentalisant à des fins purement tactiques. La conséquence est que les gens auront encore plus le sentiment d'être spoliés de la capacité démocratique qu'ils sont censés avoir. Et cela les rendra encore plus en colère. Et cela leur fera d'autant plus voter pour l'extrême-droite. Je me souviens de Macron prétendant redonner du sens à la parole politique. Il a fait tout l'inverse, systématiquement. Et la conséquence est l'explosion de l'extrême-droite.

Sauf, bien sûr, si la gauche réussit à s'unir et à court-circuiter le court-circuit. Cela est arrivé dans le passé, avec la « gauche plurielle », avec le « Front populaire » aussi dans un autre contexte ; cela peut arriver encore. Et je crois pour ma part que cela arrivera. Macron sous-estime la maturité politique à laquelle sont arrivés un grand nombre de responsables de gauche, mais aussi de consciences individuelles.

Moi je parie qu'il va se casser les dents. La gauche reviendra au pouvoir, dans la meilleure situation possible, c'est-à-dire dans une situation où aucune force n'est en position d'hégémonie, de sorte qu'un gouvernement bien conduit peut faire preuve d'une grande sensibilité aux besoins (variés, subtils) de la société qu'elle gouverne.

Donc on y va. On se mobilise. On va humilier le petit malin. Il se prend pour Napoléon, et n'a pas peur de finir en catastrophe ; mais il finira comme Hollande, en vendant ses scooters (sauf que ce seront des scooters des mers, nuance). Vive la plateforme populaire, sociale, écologique et démocratique

à venir! Vive la diagonale des gauches!

## 2. Le parler-vrai en politique (*trigger-warning*)

On perçoit bien, j'imagine, qu'en écrivant ce texte, j'étais au fond animé par l'indignation que provoquait – et provoquera éternellement – en moi, la manipulation grossière à laquelle Emmanuel Macron s'est livré à l'occasion de cette dissolution. Mais il est toujours très difficile de dénoncer une personnalité politique pour ses « manipulations ». Après tout, la politique, ce n'est pas un concours de vertu, mais un art des rapports de pouvoir. De cela, je suis tout à fait convaincu, et non seulement je ne m'en indigne pas, mais je crois que ça n'est pas, contrairement à ce qu'on pourrait croire, incompatible avec l'idée qu'on produit là une certaine forme de vérité, qui a besoin d'être produite et qui ne pourrait pas l'être autrement. Je vois même de la grandeur et de la beauté à cette source originale et délicate de vérité que la parole politique explore dououreusement.

En effet, croire à ce qu'on dit, en politique, ou plus exactement *parler vrai*, n'implique pas forcément de dire des choses qu'on sait exactes, et encore moins qui correspondraient à la « réalité objective ». Car ce qu'est la « réalité objective », au sens de l'état réel de la situation collective dans laquelle nous nous trouvons en conflit, c'est précisément ce dont le débat politique doit décider. Il n'y a pas d'accord a priori. Seule l'épreuve politique peut trancher. Et encore, toujours provisoirement, et toujours relativement. Cela peut paraître désespérant. Mais il faut voir aussi la beauté de la chose : rien qui vienne de l'extérieur trancher, la responsabilité du vrai et du faux est entièrement entre nos mains. Pour ma part, j'appelle cela d'un nom qui sonne beau à mes oreilles : immanence.

Mais cela ne veut pas dire que toute parole politique soit forcément mensongère. Toute parole politique est rhétorique, certes, mais il y a de la bonne et de la mauvaise rhétorique. Il y a une rhétorique qui fait ce qu'est censée faire la parole politique, à savoir : *permettre à la*

*diversité des perceptions des enjeux communs de s'expliciter et, éventuellement, de se reconfigurer, en vue de faire émerger une orientation au moins majoritaire, voire consensuelle* ; et une rhétorique qui au contraire empêche cette clarification. Emmanuel Macron a prétendu organiser ces élections législatives afin de précipiter une « clarification » de la situation politique. Mais je ne crois pas une seconde qu'il cherche le moins du monde une clarification. Je crois qu'il cherche simplement à l'emporter sur ses adversaires de la manière la plus efficace et la plus économique, sans avoir, précisément, à passer par l'étape de la discussion publique, c'est-à-dire de l'épreuve politique.

On peut discuter des vertus de la « disruption ». Mais ce que fait ici Emmanuel Macron, ce n'est pas de la « disruption » ; c'est simplement du *Blitzkrieg*. Je ne suis pas sûr qu'on gagne quoi que ce soit à confondre les manières de faire d'Adolf Hitler avec celle de Steve Jobs.

Des exemples étant toujours plus convaincants que des commentaires, j'ai donc décidé de rédiger moi-même le discours qu'*aurait dû* prononcer Emmanuel Macron, s'il avait vraiment voulu faire ce qu'il prétend vouloir. Bien sûr, je devais le faire sans renoncer à la position qui est la sienne, et donc en défendant les orientations politiques qu'il représente. Car le mensonge d'Emmanuel Macron consiste précisément à faire croire qu'il incarne certaines valeurs politiques, qu'il n'incarne, dans la réalité, pas du tout. L'exercice m'imposait donc de parler comme Macron. Il aurait été trop facile de changer le contenu de son discours politique sur le fond. Car je crois que l'affaire est ici essentiellement une question de forme. Bien sûr, maintenir les formes exige souvent d'exclure certains contenus et d'en introduire d'autres. Si je veux être poli, je ne peux pas *tout* dire, et surtout tout dire à n'importe quel moment. Je peux même dire des choses que je ne pense pas tout à fait, pas littéralement. Inversement, la forme n'est pas un simple enrobage ; elle constitue en elle-même un contenu, puisqu'elle va déterminer la capacité des contenus à se faire valoir, à faire valoir, si je puis dire, leur valeur, à l'épreuve de la confrontation avec d'autres contenus, d'autres discours, d'autres propositions pour le champ public.

Mon Emmanuel Macron dit donc ici des choses que je crois personnellement fausses. Par exemple il prétend, vous le verrez, que sa politique migratoire est « humaniste », ce qui me semble une manière biaisée, pour dire le moins, de présenter les choses. Mais il le fait cependant en donnant les moyens à l'opinion publique organisée et éclairée par le débat ouvert et la liberté d'expression, de décider si ce qu'il dit est vrai ou faux. Et c'est cela qui rend son discours sinon vrai du moins véridique, plus véridique en tout cas que celui que le vrai Emmanuel Macron a prononcé – discours où tout est faux, car faussé.

De même, il présente comme une hypothèse inconsistante l'union de la gauche (qu'il n'anticipe pas d'ailleurs, car, comme je le présentais dans mon petit post du lundi matin, le vrai Emmanuel Macron sous-estimait la maturité des leaders politiques de gauche et leur capacité à s'unir – et de ce point de vue mon-Macron n'est pas plus perspicace), mais il ne fait pas ce que fait le vrai Emmanuel Macron : il ne traite pas les Insoumis d'antisémites et il n'accuse pas les leaders et consciences de gauche de s'unir à des antisémites. Mon Macron à moi pense que cette union est sur le fond inconsistante, et, ma foi, il a bien le droit de le penser. S'il symétrise le Rassemblement National et l'union de la gauche, ce n'est pas pour les exclure également du « champ républicain » (ce contenu-là ne saurait faire partie du « parler-vrai » politique), mais parce qu'il pense qu'elles partagent une même sorte d'irresponsabilité politique.

Je ne suis pas en train de dire que tous les contenus sont susceptibles de faire l'objet d'un parler-vrai. Au contraire, je crois qu'il faut être attentif aux contenus politiques aussi sous ce rapport : certains risquent de nous entraîner vers le parler-faux, et il faut s'en méfier comme de la peste – ils sont d'ailleurs la peste de la pratique politique.

J'ai la profonde conviction que la manière dont la grande majorité des élites politiques actuelles (en France assurément, mais probablement ailleurs aussi) a tourné le dos à l'art politique, a même perdu le sens de la nature de la politique, pour se contenter de se com-



porter comme des prédateurs, qui se jettent sur des réserves de voix pour fabriquer un semblant de légitimité leur permettant de s'emparer des énormes puissances accumulées dans les appareils d'État, au service de leurs intérêts personnels alignés sur les intérêts sociaux les plus puissants du moment, que cette « trahison des élites », donc, est la grande responsable de la montée de l'extrême droite. C'est à mon avis parce que Macron a exercé cet art confusionniste à la plus haute puissance, c'est-à-dire en se présentant comme celui qui précisément allait mettre un terme à cette confusion, alors même qu'il la pratiquait plus que personne avant lui, c'est pour cette raison, je crois, que sous son mandat l'extrême droite a explosé comme jamais auparavant.

C'est assez curieux à dire, mais je crois que l'ampleur du vote d'extrême droite est le signe d'une intense revendication démocratique.

D'où l'importance qu'il y a à reconstruire de l'autre côté, à gauche, le sens de la parole politique, et la certitude, dans les esprits, qu'il y a bien une relation entre parole et acte dans ce domaine qu'on appelle la politique. Cela ne veut pas dire cependant qu'on fait tout ce qu'on dit, notamment qu'on met en œuvre son programme à la lettre. Cela veut dire qu'on fait sentir qu'on est attentif à la question démocratique, c'est-à-dire aux équilibres qui permettent de trouver des solutions négociées à la diversité irréductible, éternelle, des perceptions des enjeux et des réalités communes sans laquelle la politique n'aurait aucun sens. Il s'agit ici simplement de faire confiance à l'épreuve démocratique. On pourrait se dire que c'est bien là une valeur de gauche, et, étant de gauche moi-même (inutile de vous le cacher), j'aimerais le croire. On aurait pour cela de bonnes raisons, puisque la droite se définit pour une part par la défense des intérêts sociaux déjà dominants, alors que la gauche viserait plutôt à rééquilibrer les rapports de forces en faveur des intérêts sociaux les plus faibles. Cependant, outre que cette définition est discutable, je ne suis pas sûr que le sens de la vérité politique soit plus à gauche qu'à droite. De grandes figures politiques de droite, comme Charles de Gaulle, ont su faire preuve d'une grande maîtrise de l'art politique authentique (ce qui n'excluait pas de mentir, notamment quand le mensonge était la seule manière d'évi-

ter la guerre civile et de maintenir la procédure d'examen des conflits démocratiques : je pense au fameux « Je vous ai compris ! » adressé aux pieds-noirs d'Algérie), alors que la gauche a pu pratiquer le mensonge politique à des niveaux qui n'ont probablement aucun équivalent dans l'histoire (je pense ici, bien sûr, au stalinisme, qui reste tout de même un phénomène énigmatique, dont toutes les leçons n'ont sans doute pas été tirées). Tout cela pour dire donc que la différence que je cherche à saisir entre anti-politique et politique, parler-faux et parler-vrai, n'est pas sans rapport avec les contenus, mais ne saurait être totalement confondue avec eux.

Quoi qu'il en soit, la différence entre opportunisme de la pire espèce (dont Macron donne l'exemple), et rhétorique politique assumée (dont j'espère avoir donné l'exemple dans le discours ci-dessous), est subtile. Mais elle est vitale.

Voici donc ce qu'aurait pu dire Emmanuel Macron s'il avait vraiment voulu rouvrir le débat démocratique (comme il le prétend) au lieu de chercher à le court-circuiter, comme il l'a fait.

### **3. Ce qu'aurait dit Emmanuel Macron s'il avait été un authentique homme d'État**

**Allocution du Président de la République Emmanuel Macron**

*Il est 22h30. Le président de la République a annoncé depuis 20h30 qu'il allait s'exprimer à cette heure précise. Tous les médias sont là. Il commence son discours.*

Françaises, français, mes chers compatriotes,

J'ai attendu cette heure un peu tardive pour m'adresser à vous, afin d'être certain d'avoir une image correcte des résultats de cette journée électorale. Ceux-ci sont désormais sans ambiguïté. Il apparaît que la liste du Rassemblement National

arrive très largement en tête des suffrages exprimés. Plus du tiers des personnes qui représenteront la France au Parlement européen seront donc des membres du Rassemblement National. La liste qui incarne l'orientation que je défends, personnellement, pour notre pays, en Europe, a recueilli deux fois moins de vos suffrages.

Ce résultat exprime votre décision. Je la respecte. Cependant je ne peux pas faire comme si cela ne constituait pas à mes yeux un événement d'une extrême gravité. Certes, la France n'est pas le seul pays où des formations d'extrême droite, anti-européennes, populistes ou xénophobes, progressent de manière spectaculaire. Mais cela ne saurait être pour moi un motif de consolation, ni d'apaisement.

D'abord parce que je suis bien placé pour savoir que la France n'est pas n'importe quel pays. Sa voix en Europe a une signification particulière. Son histoire l'oblige. Nous venons de commémorer avec le monde entier le Débarquement en Normandie qui a mis fin à des années d'Occupation et de compromission dans notre pays et à la barbarie qui s'était emparée de notre continent. Nous sommes parmi les pays fondateurs de l'Union Européenne et nous avons toujours été, avec nos partenaires allemands, le moteur de cette grande aventure.

Mais j'ai aussi une raison plus personnelle de ne pas minimiser le sens de ces résultats. Si je suis devant vous ce soir en ma qualité de Président de la République, c'est que j'ai mis tout le sens de mon combat dans l'ambition de réconcilier les Français. Je suis entré en politique pour réparer un pays déchiré. Déchiré par trop de confusions, de reniements, de paroles non tenues. J'ai présenté un programme ; vous lui avez accordé votre confiance ; je m'y suis tenu. J'ai cru qu'en bousculant les habitudes, en libérant les énergies productives, en montrant qu'on pouvait s'ouvrir en confiance sur le monde, à condition de se donner les moyens de se battre à égalité avec les autres, et en étant fiers de ce que nous sommes et de nos traditions, je réussirais à vous montrer que vous n'aviez pas de raison d'avoir peur de l'avenir, que nous avons plus de res-

sources que certains prophètes de malheur ne cessent de vous le dire, que nous étions toujours ce grand peuple qui pouvait contribuer positivement à l'avenir de notre monde, qui a tant besoin d'une France forte et généreuse, de la France des Lumières et de la République, de Pasteur et de de Gaulle, de l'innovation et du courage.

Je crois sincèrement que ce cap était le bon. Nous en voyons déjà les résultats. Le chômage, cette plaie qui a accablé tant d'entre vous, s'est effondré. Notre système de sécurité social est consolidé. Jamais nous n'avons déposé autant de brevets. La France est devenue le pays au monde qui attire le plus de capitaux étrangers – et ne croyez pas ce qui vous disent que cet argent ne va que dans la poche des ultra-riches. C'est absolument faux. Il nous permet de redonner du travail à celles et ceux qui avaient perdu le leur, de maintenir dans l'emploi celles et ceux qui sont dans des emplois industriels fragilisés par trop d'années d'indifférence, de renforcer notre système de protection sociale, qui a certes besoin d'évoluer avec les nouvelles données de notre démographie, de nos techniques médicales, de l'environnement économique international, mais qui doit rester le socle de notre contrat social. Je suis convaincu que le redressement de notre pays est en cours et qu'on verra toujours plus clairement dans l'avenir les résultats bénéfiques de ces choix que nous avons faits lors de ces sept dernières années.

De même, j'entends ces bonnes âmes qui nous disent que nous devrions ouvrir plus généreusement nos frontières, renoncer ici ou là à l'ordre public, abandonner nos armées au sous-financement chronique qui était le seul, ces bonnes âmes qui ont l'impression que nous trahissons les valeurs d'humanisme que nous défendons si on ne fait pas ce qu'elles estiment bon. Comme si on faisait preuve de plus de générosité et de cœur en se livrant impuissants aux grands vents du monde ! Je suis convaincu que ces personnes, que je crois souvent sincères, se trompent lourdement. Il y a une angoisse légitime dans notre pays sur la place de l'identité française, de ses traditions, de son histoire, dans le monde ouvert qui est le nôtre. Il faut y répondre par autre chose que des

bons sentiments. C'est pourquoi j'assume totalement la politique de contrôle des frontières, ferme mais humaniste, que nous avons mise en place. J'assume la défense intransigeante de l'ordre républicain qui a été la mienne tout au long de mes deux mandats. J'assume enfin de vouloir redonner à l'armée française, en solidarité avec le réarmement de l'Europe entière, une capacité de défense et de projection qui nous permette de ne pas subir les mauvais coups de nos ennemis. Car nous sommes dans un monde dangereux, où tout le monde n'est pas bien-intentionné, et il faut savoir se défendre.

Je crois donc qu'on peut être d'autant plus ouvert au monde qu'on est plus sûr de soi et j'ai mis toute mon énergie à défendre cette ligne pour notre pays. Je veux vous rendre de nouveau fiers de vous, car je crois que vous pouvez légitimement l'être. J'ai eu la conviction qu'en redonnant du poids et de la crédibilité à la parole politique, en annonçant un programme et en s'y tenant, je pouvais réconcilier toutes celles et ceux qui parmi vous ne croyaient plus en nos institutions.

Mais je suis bien obligé de reconnaître que j'ai échoué à vous en convaincre. Je comprends que cette méthode que j'ai adoptée depuis que vous m'avez accordé votre confiance, cette méthode plus franche, plus résolue, qui ne se satisfait pas des demi-mesures auxquelles on vous avait habitués pendant tant de décennies, qui ne remet pas au lendemain ce qu'il faut faire *maintenant*, je comprends que tout cela ait été perçu par beaucoup d'entre vous comme de l'arrogance et de l'insensibilité.

Je comprends aussi qu'en ces temps angoissants, les efforts que je vous ai demandés, le renoncement à certaines facilités et à certains comforts illusoire que j'ai dû exiger de vous, je comprends que tout cela vous ait donné le sentiment que j'étais sourd aux souffrances des Françaises et des Français. Je veux cependant vous alerter contre les calomnies. Non, je ne vis pas dans une tour d'ivoire, entouré d'or et de soie. Non je n'ignore pas les difficultés que beaucoup d'entre vous ont au quotidien. Je vois tous les jours des travailleuses et des travailleurs précaires, modestes, acharnés à bien faire et mal

récompensés de leurs efforts. Cela fait partie de ma fiche de poste, autant que de mon plaisir personnel, que de les rencontrer, comme je rencontre des chefs d'État ou des capitaines d'industrie qui manipulent des milliards. Et non, je ne mens pas quand je dis que c'est leur visage, le visage des gens qui ont du mérite mais pas assez de reconnaissance, que j'ai sans cesse à l'esprit dans mon action. C'est en vue du bien commun que j'agis, et pour aucun autre motif, quoi qu'on vous raconte. Que j'aie raison ou que j'aie tort dans l'idée que je me fais de notre intérêt commun, c'est à vous d'en décider. Mais je ne veux pas que vous doutiez de la sincérité de mon engagement.

Il se trouve seulement que je ne crois pas en une société qui se protège dans le présent sans se projeter dans l'avenir. Je ne crois pas qu'on puisse vivre sur ses acquis et dans la nostalgie d'une splendeur passée, d'ailleurs en général mythifiée à dessein. Je crois qu'une société qui n'avance pas dépérit. Un gouvernement qui replierait la France sur elle-même ne vous protégerait pas. Il vous appauvrirait, vous rendrait plus vulnérable aux menaces extérieures, y compris militaires, vous rendrait plus dépendants de produits que nous ne serions plus capables de fabriquer par nous-mêmes. Je ne veux pas d'une France qui connaisse le destin de l'Argentine. Ce pays était la 9<sup>ème</sup> économie du monde en 1945. À force de croire qu'on pouvait se contenter de redistribuer de l'argent sans en produire, elle est aujourd'hui en faillite. C'est pour éviter cela que je me suis battu et que je continuerai à me battre.

Mais je ne veux pas continuer à le faire dans cette ambiance où règnent les rumeurs, les petits calculs politiques, les postures verbales qui n'engagent à rien, l'instrumentalisation systématique des frustrations, des souffrances et des incompréhensions par des gens qui ne sont pas inspirés par l'intérêt supérieur de la nation. La France mérite mieux que cette droite de notables, incapable de construire avec nous une majorité stable pour faire passer les politiques qu'elle a pourtant défendues pendant sa campagne, et cela pour ne pas nuire à des petits intérêts personnels souvent très locaux. La France mérite mieux que cette gauche de grandes gueules ou

de grands sentiments, qui veut faire croire qu'elle est majoritaire alors qu'elle est elle-même divisée sur les questions les plus importantes de notre temps, notamment sur les questions économiques et géopolitiques. C'est dans l'ombre de leur propre inaction que ces gens prospèrent et entretiennent la confusion dans notre pays. Ils vous font croire qu'ils ont quelque chose de cohérent à proposer pour notre pays, mais ils n'arrivent même pas vraiment à s'en convaincre les uns les autres. Tout cela crée une ambiance délétère, qui finit par faire perdre le sens de la démocratie. Cela ne peut pas durer et je crois que le résultat de ces élections en est la preuve flagrante.

Je veux que la France s'élève à la hauteur de son histoire. Car ne vous y trompez pas, mes chers compatriotes : nous sommes à un moment décisif de notre histoire. Le consensus sur l'ordre économique mondial s'est effrité avec le retour du protectionnisme dans le cadre de la rivalité des États-Unis et de la Chine et de la montée d'autres grandes puissances régionales. L'ordre international issu de la chute du Mur de Berlin est remis en cause par des puissances qui comme la Russie ont décidé de recourir à la guerre pour modifier les frontières à leurs convenances. Les progrès de l'Intelligence Artificielle posent des questions majeures sur la répartition des gains de productivité qu'elle générera et la maîtrise des pouvoirs qu'elle permettra d'obtenir. La prise de conscience des effets écologiques dévastateurs du mode de production que nous avons réussi à mettre en place et qui nous avait apporté confort et bien-être, notamment le réchauffement climatique et l'effondrement de la biodiversité, nous oblige à des transformations profondes, qui réclament cohésion, sérieux et confiance. L'Europe enfin, cette Europe en dehors de laquelle nous n'avons pas d'avenir, en dehors de laquelle nous n'avons jamais eu d'existence, l'Europe doit s'unir rapidement pour faire face à tous ces défis qui ne sont pas seulement ceux de la France, mais du monde entier. La France doit jouer, dans ce moment crucial, un rôle à la hauteur de son histoire. Je ne peux pas l'abandonner à ce déluge de fausses promesses, de fausses informations, de confusions. Il est important que nous ayons un moment de clarification.

C'est pourquoi j'ai décidé de dissoudre l'Assemblée Nationale et de convoquer de nouvelles élections, afin que vous puissiez décider en conscience ce que vous souhaitez pour le destin de notre pays dans les années qui viennent. Je crois en la capacité du système démocratique qui est le nôtre à dégager les véritables aspirations de notre nation pour son propre avenir. Je crois en la sagesse du peuple français qui jamais, au moment du danger, n'a tourné le dos à ses responsabilités. Vous avez le pouvoir de décider ce que nous allons faire collectivement. Contrairement à ceux qui vous disent que votre destin vous est sans cesse volé par je ne sais quelle puissance obscure, je veux que vous sachiez que c'est à vous de décider de votre destin. Si je vous parle aujourd'hui de la position qui est la mienne, en tant que Président de la République, je le fais comme délégué de votre volonté, de cette volonté collective qui a dégagé une majorité à l'issue des débats que nous avons lors des deux précédentes élections présidentielles.

Je constate qu'il n'y a pas aujourd'hui de mandat clair pour un gouvernement qui agirait dans la direction que je considère la bonne pour notre pays. C'est pourquoi je m'en remets de nouveau à vos délibérations, et à votre verdict, pour savoir quoi faire dans ce temps si bref qu'il nous reste pour prendre les bonnes décisions pour notre pays.

Je le fais en ce lendemain des élections européennes afin que vous sachiez que toutes les élections comptent, que jamais votre voix ne se perd. Trop souvent les élections européennes sont une sorte de défouloir pour des forces politiques qui ne peuvent pas et sans doute ne veulent pas gouverner, mais qui veulent seulement prospérer sur les inévitables difficultés de l'histoire. En prenant la décision de dissoudre l'Assemblée Nationale en conséquence d'élections européennes, je veux aussi vous convaincre que vos choix en matière européenne sont des choix pour la France, qui nous engagent, et que je les prends très au sérieux.

Il est temps de savoir ce que vous voulez. Voulez-vous vraiment d'une France qui se recroqueville sur elle-même et fasse



l'escargot devant l'histoire, tantôt en se réfugiant derrière des slogans superficiels qui promettent l'argent facile et les smartphones sans travail, tantôt en accusant les étrangers d'être responsables de toutes nos difficultés, alors que ces étrangers apportent aussi beaucoup à la France ? Ou bien voulez d'une France courageuse, qui sait faire face à ses responsabilités et se mettre en ordre pour proposer au monde un avenir moins sombre que celui dans lequel il semble engager ? Voilà la question qui vous sera posée. Et je ne doute pas que vous saurez y répondre de manière réfléchie et sereine.

Mes chers compatriotes, nous n'organiserons pas ces élections dans la précipitation. Si le débat électoral qui a précédé ces échéances européennes a été l'occasion d'une grande confusion, je veux que celui qui vient soit au contraire l'occasion d'une grande clarification. C'est pourquoi j'ai décidé de donner au débat politique le temps de s'organiser. Je dissoudrai donc l'Assemblée Nationale après les Jeux Olympiques, et plus précisément vers la fin du mois de juillet, après les consultations prévues à l'article 12 de Constitution, afin que de nouvelles élections soient convoquées dans le courant du mois de septembre, très précisément le 8 septembre pour le 1<sup>er</sup> tour et le 29 septembre pour le second. Cela donnera aux différentes formations politiques le temps pour réfléchir à ce qu'elles sont capables de proposer aux Françaises et aux Français. Cela donnera aussi l'occasion à celles et ceux parmi vous qui n'ont pas pensé à s'inscrire sur les listes électorales, parce que vous ne pensiez pas avoir à rencontrer des échéances aussi importantes dans l'immédiat, de le faire, et de participer ainsi à la décision démocratique. Cela donnera enfin au débat public le temps de s'organiser et de se développer, afin que vous ayez les moyens d'y voir clair. J'ai confiance en la valeur de mon projet. Je veux que de votre côté, chacune et chacun, vous ayez conscience du caractère solennel de l'échéance qui nous attend. Mais je dois aussi vous avertir. La Constitution m'interdit de dissoudre plus d'une fois par an l'Assemblée Nationale. Il importe donc de se décider. Sinon, nous nous retrouverons avec un système institutionnel bloqué.

Entre temps, le gouvernement actuel se chargera de gérer les affaires courantes. Je sais que je peux faire confiance en votre maturité, et que ces échéances ne nous empêcheront pas de présenter au monde, à l'occasion des Jeux Olympiques, l'image d'un peuple uni et serein dans la perspective de ce moment de grande explication collective qui nous attend. Je sais que la France ressortira grandie de cette nouvelle épreuve. Nous montrerons qu'en France les mots « démocratie », « République », « débat public » ont un sens. Je ne doute pas qu'en faisant preuve de ce courage démocratique, nous ne donnions une nouvelle fois au monde un exemple du prix de la liberté.

Mes chers compatriotes, les mois qui viennent seront l'occasion d'un débat décisif. Je souhaite qu'il se fasse dans un esprit d'apaisement et de confiance. Des projets de société totalement divergents vont s'opposer en se proposant à vos suffrages. Mais cela ne justifie ni la discorde, ni l'invective ni le désordre – bien au contraire. Ne vous laissez pas voler votre réflexion. Examinez, informez-vous, échangez. Je veillerai pour ma part à ce qu'aucune puissance étrangère ne profite de ce moment pour déstabiliser notre démocratie, comme cela a été tenté dans le passé. Ne perdez pas de vue qu'à terme, nous devons nous retrouver, et que, quoi que la majorité d'entre vous décide, pour autant bien sûr que cela reste dans le cadre de notre Constitution, nous devons, toutes et tous, nous engager loyalement à respecter la décision démocratique. Je serai garant, dans la fonction que j'occupe au sein des institutions de la Ve République, et que je n'ai aucune intention de quitter, quelle que soit l'issue des élections législatives, du respect de votre décision, ainsi que du respect des principes fondamentaux de notre Constitution. Je n'ai aucun doute sur la capacité du système institutionnel que nous a légué le Général de Gaulle à nous faire sortir de cette épreuve non seulement plus forts, plus unis, plus apaisés, mais aussi plus décidés et plus résolus.

**Vive la République ! Vive la France !**

Voilà. J'espère que ce discours ne vous a pas donné envie de voter

pour (les formations politiques qui sont à la botte d') Emmanuel Macron. J'espère non seulement que vous ne partagez pas l'interprétation de la situation politique et les orientations de fond défendues dans ce texte, mais surtout que vous avez bien vu dans ce discours *tout ce qu'il n'a pas dit dans la réalité*, qui constitue autant de raisons non seulement de *ne pas voter* pour les candidats du « camp présidentiel », mais aussi de tout mettre en œuvre pour faire échouer l'opération scandaleuse à laquelle le Président de la République s'est livré avec cette dissolution, du fait du *timing* qu'il lui impose, mais aussi du fait du discours dont il l'entoure, et notamment de cette symétrisation indigne de la gauche et de l'extrême-droite. Macron ne fait pas seulement une mauvaise politique. Il détruit la possibilité de la politique.

Il faut sanctionner Emmanuel Macron, durement. Et cela passe, quoi qu'on dise, par un vote sans ambiguïté au premier tour pour les candidats qui auront été investis par le « Nouveau Front Populaire ». Cela seul constituera une sanction. Pas question d'attendre le deuxième tour. Mais c'est une autre question. Nous en reparlerons peut-être. Pour l'instant, qu'il nous suffise de retenir ceci : si vous croyez en la vertu des procédures électorales du genre de celles qui structurent notre régime démocratique, vous devez faire échec à l'opération d'Emmanuel Macron.

—

## Notes

- 1** Je fais allusion ici au passage sur le mode d'existence politique, au chapitre 12 de *l'Enquête sur les modes d'existence* (Paris, La Découverte, 2012). J'ajoute d'ailleurs que si je partage totalement le problème posé par Latour, je ne suis pas sûr d'être totalement convaincu par sa théorie du « Cercle » pour saisir le mode de fonctionnement de la vérité en politique. Mais cela importe bien peu ici.

# Égalité, environnement, démocratie: le Nouveau Front Populaire entre deux siècles

Par Peter Wagner | 24-06-2024

Il existe un large consensus sur le fait qu'un projet politique progressiste aujourd'hui doit combiner les revendications démocratiques, sociales et écologiques. Le Nouveau Front Populaire, s'il devient plus qu'un accord électoral à court terme, vise exactement cela. Mais une telle démarche doit tenir compte d'un fait historique : l'urgence écologique est née du fait que, depuis le milieu du xx<sup>e</sup> siècle, les élites occidentales ont tenté de résoudre la question sociale et ses risques politiques en mobilisant les combustibles fossiles. Cet article retrace l'histoire de l'impasse dans laquelle les États occidentaux se sont mis eux-mêmes en choisissant cette solution au nouage des trois questions.

Un projet politique progressiste doit aujourd'hui combiner les revendications démocratiques, sociales et écologiques. Le Nouveau Front Populaire, s'il s'avère être plus qu'un accord électoral à court terme, s'impose exactement en cet endroit-là. Il y trouve aussi sa signification historique. Car, quoi qu'il arrive dans le futur immédiat, la question qu'il pose sera la nôtre pour longtemps.

Il s'agit incontestablement d'un défi considérable. Le Nouveau Front Populaire est d'autant plus urgent et salutaire qu'il se construit dans une situation où les engagements écologiques et sociaux semblent souvent s'opposer. Dans une certaine mesure, les politiques écologiques sont rejetées en raison de l'impact social négatif qu'elles sont censées avoir. Cette opposition est accentuée par le fait que les politiques écologiques doivent avoir une orientation

mondiale, notamment en ce qui concerne le changement climatique et la biodiversité, alors que les politiques sociales sont souvent considérées comme des politiques nationales destinées aux citoyens ayant droit à l'État-providence.

Bien entendu, l'opposition ne doit pas être exagérée et il ne faut pas sous-estimer le fait que la mobilisation contre les politiques écologiques est justifiée par de fausses déclarations émanant des parties intéressées, ou tout simplement instrumentalisée par certaines forces politiques pour faire avancer leur cause, comme cela est clairement le cas de la part du Rassemblement National dans la campagne pour les élections législatives <sup>1</sup>. Il n'en reste pas moins que le résultat politique immédiatement visible de ce prétendu conflit n'est autre que la résurgence de politiques autoritaires, notamment la répression de l'activisme écologique, et la montée continue de l'extrême droite aux élections. De fait, celle-ci se nourrit de l'exacerbation du conflit social, en se montrant capable de politiser par ce moyen d'autres aspects du débat public que la structure de la propriété, les questions de redistribution et de fiscalité ou la dynamique des inégalités. Après « l'immigrationnisme », « l'écologie punitive » est devenue, dans le discours de l'extrême-droite, l'illustration de la « trahison des élites » et la preuve de la « folie » de ceux qui gouvernent, ainsi que de la nécessité, pour la population nationale, de bénéficier de nouveaux dirigeants, supposément plus protecteurs et plus raisonnables. Droit des étrangers et droit de l'environnement sont effectivement deux des principales cibles du Rassemblement National, également parce que ce sont deux domaines dans lesquels un éventuel gouvernement d'extrême-droite pourra effectivement prendre des mesures immédiates et concrètes, prouvant à son électorat qu'il n'est pas impuissant... alors même qu'il n'aura rien fait pour s'attaquer au principal moteur du conflit social : les inégalités !

Mon objectif, dans les lignes qui suivent, est d'éclairer cette situation à travers une réflexion historique sur la relation entre la question sociale, la question écologique et la question démocratique dans les sociétés démocratiques-capitalistes. La question sociale est ici comprise comme exigeant des niveaux décents de bien-être

matériel pour l'ensemble de la société ; la question écologique exige une manière de vivre avec la nature non humaine qui soit viable à long terme ; et la question démocratique exige que les décisions concernant la vie commune soient prises dans le cadre d'une participation égalitaire et inclusive. Je soutiendrai que la relation entre ces trois questions s'est transformée à deux reprises depuis le milieu du xx<sup>e</sup> siècle. Cette histoire a rendu la combinaison des revendications démocratiques, sociales et écologiques beaucoup plus difficile aujourd'hui qu'elle ne l'était au moment où elle s'est présentée. Cela explique en partie pourquoi un projet politique comme celui que porte le Nouveau Front Populaire n'est pas aussi facilement réalisable que cela serait souhaitable – et même nécessaire.

## **Éviter le fascisme (de la Première Guerre Mondiale aux années 1968)**

Le nom de cette alliance électorale de circonstance, « Nouveau Front Populaire », invite de lui-même à une comparaison historique avec un moment où l'articulation de la question démocratique et de la question sociale était en cause. Dans le contexte de la menace d'une conquête du pouvoir par des mouvements apparentés au fascisme, le Front Populaire historique peut être considéré comme une de ces tentatives pour résoudre la question sociale à travers une participation politique de masse qui ont eu lieu non seulement en France, mais aussi ailleurs, sous des noms différents et avec des programmes politiques variés. Cependant, dans une grande partie de l'Europe, ces tentatives ont échoué et ont abouti à la défaite de la gauche, souvent par des moyens militaires, que ce soit dans le cadre d'une guerre civile ou d'une guerre internationale, et dans l'autoritarisme.

Regardons plus en détail les observations d'un contemporain quelque peu distant. Joseph A. Schumpeter est né dans l'empire des Habsbourg et a connu les brèves tentatives de révolution socialiste après la Première Guerre mondiale en Autriche et en Allemagne. En 1932, il émigre aux États-Unis et y observe la montée d'un nouveau capitalisme, combinant production et consomma-

tion de masse, qui sera qualifié de *fordisme*, entre autres par Antonio Gramsci. En 1942, Schumpeter rédige sa principale tentative pour tenter de proposer à la fois un diagnostic de l'époque et une vision sur des perspectives d'avenir, *Capitalism, socialism and democracy* <sup>2</sup>, livre qui sera mis à jour en 1946 après la défaite du nazisme et le début de la guerre froide.

Il y reconnaît que la détérioration des conditions de vie et de travail de la majorité de la population due à la propagation du capitalisme industriel à la fin du xix<sup>e</sup> et au début du xx<sup>e</sup> siècle avait donné naissance aux revendications socialistes d'une transformation sociale radicale. Il diagnostique « l'ordre capitaliste [... comme] non seulement réticent mais aussi tout à fait incapable de garantir » un niveau de vie décent aux masses, utilisant le sort des chômeurs comme illustration principale (pp. 68-70). Au moins jusqu'à la fin du xix<sup>e</sup> siècle, selon lui, régnait « l'impossibilité de subvenir aux besoins des chômeurs de manière adéquate *sans compromettre les conditions d'un développement économique ultérieur* » (p. 70, italiques dans l'original), ce qui a conduit à affirmer la nécessité de vaincre le capitalisme. Son expérience récente aux États-Unis lui avait cependant appris que le capitalisme s'y était radicalement transformé, au point de laisser émerger la « grande possibilité » (p. 380) que son « succès industriel colossal [...] puisse annihiler toute la cause du socialisme » (p. 382). Observant la tendance déjà existante vers une « production destinée à la consommation intérieure », encore renforcée par la conversion de l'économie de guerre, « l'énorme masse de biens et de services disponibles [...] promettait un niveau de satisfaction des besoins économiques, même des membres les plus pauvres de la société » (p. 384) dès 1950. La prochaine « avalanche de biens de consommation » impliquerait « que tous les desiderata qui ont été jusqu'ici adoptés par tous les réformateurs sociaux [...] pourraient être réalisés *sans interférence significative avec le processus capitaliste* » (pp. 68-69, italiques dans l'original), ce dernier point étant si important pour l'auteur qu'il répète plus tard l'affirmation : « tout cela peut être accompli sans violer les conditions organiques d'une économie capitaliste » (p. 384).

La « grande possibilité » de Schumpeter esquisse une voie sur laquelle le capitalisme, la démocratie et le bien-être matériel dans l'ensemble de la société peuvent se combiner. Au cœur de ce projet se trouvait une forme de capitalisme qui stimulait la consommation de masse et qui, ainsi, était censée résoudre la question sociale. Jusqu'ici, l'histoire est désormais familière. Mais deux autres aspects doivent être soulignés.

Premièrement, pour que cette idée fonctionne, il fallait une nouvelle compréhension de la politique démocratique (souvent aujourd'hui appelée modèle schumpétérien), qui décourageait la mobilisation de masses supposées politiquement immatures. La démocratie devait désormais signifier la sélection d'une minorité de décideurs politiques par une population définie de manière inclusive et qui reste apathique en dehors des brefs instants des campagnes électorales et des élections. La combinaison entre, d'une part, une division entre la classe politique et l'ensemble des citoyens, en contact seulement au moment des élections, et, d'autre part, l'apathie de ces derniers, devait assurer la légitimité démocratique et la stabilité du gouvernement.

Deuxièmement, Schumpeter ne voyait aucune limite naturelle à ce « succès industriel ». Lui-même n'avait aucune sensibilité pour la question écologique, mais il était assez conscient de cette éventuelle objection pour en discuter explicitement. Son analyse partant des États-Unis, il se concentre sur la possibilité que de la disponibilité de « nouvelles terres » aient pu être une condition préalable au succès colossal de ce capitalisme dans ce pays, soulignant ainsi une possible exception. Il mentionne également la « présence de charbon et de minerai de fer en Angleterre ou de pétrole dans ce pays et dans d'autres » comme « une opportunité non moins unique » (p. 109). En conséquence, la question se pose de savoir si « les accomplissements du capitalisme [...] sont des accomplissements qui ne peuvent pas être répétés » (p. 110). Même si cette réflexion se pose au sujet de la terre, du charbon et du pétrole, la disponibilité limitée des ressources biophysiques ni les conséquences négatives de leur utilisation ne lui apparaissent pas comme un problème pour le développement économique. Selon lui, le caractère



unique de ces ressources n'implique pas que l'exploitation d'une ressource donnée crée une limite ou une contrainte pour les « progrès » futurs. Au contraire, la disparition d'une opportunité conduira à la recherche d'une nouvelle. Bien que l'expression soit anachronique, on peut dire que Schumpeter raisonne même en termes de frontières planétaires lorsqu'il réfléchit à la « fermeture de la frontière », thème clé de l'expansion des États-Unis vers l'Ouest. Dans une formulation qui sonne étrangement à notre époque bouleversée par l'accumulation de CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère, il affirme que « la conquête de l'air pourrait bien être plus importante que ne l'était la conquête de l'Inde – nous ne devons pas confondre les frontières géographiques avec les frontières économiques » (117). L'un des plus ardents disciples de Schumpeter en France aujourd'hui, Philippe Aghion (un des principaux conseillers d'Emmanuel Macron, ce qui n'est sans doute pas un hasard), affirme en ce sens que l'innovation future sera la clé simple et directe pour lutter contre le changement climatique.

Une décennie et demi plus tard, la voie tracée par Schumpeter était bel et bien engagée en Occident. La croissance de la production avait atteint des niveaux sans précédent, et une grande partie de cette production était destinée à la consommation. La démocratie semblait s'être consolidée, comme devaient le dire bientôt les politologues, à mesure que les politiques sociales financées par la taxation des bénéfices des entreprises suscitaient l'apathie des citoyens. C'est à ce moment-là que l'on put commencer à analyser systématiquement les « exigences sociales de la démocratie », comme Seymour Martin Lipset entreprit de le faire à la fin des années 1950 3.

S'appuyant sur la compréhension schumpétérienne de la démocratie et développant une perspective comparative systématique, Lipset configure les indicateurs de « développement économique » et de « légitimité » comme les deux caractéristiques complexes des systèmes sociaux en corrélation avec une démocratie stable. Le développement économique est considéré comme « comprenant l'industrialisation, la richesse, l'urbanisation et l'éducation » (p. 71). En opérationnalisant ces caractéristiques, Lipset mesure la richesse à

travers « le revenu par habitant, le nombre de personnes par véhicule à moteur et par médecin, et le nombre de radios, de téléphones et de journaux pour mille personnes » (p. 75), incluant ainsi en bonne place les biens de consommation durables sur lesquels Schumpeter s'était également concentré. À son tour, l'un des indicateurs de l'industrialisation est l'« énergie » produite commercialement par habitant et utilisée dans le pays, mesurée en termes de tonnes de charbon par personne et par an » (p. 78), ciblant ainsi directement ce qui était encore le principal combustible fossile utilisé à cette époque. Lipset constate que les démocraties anglophones et européennes brûlent en moyenne deux fois et demi plus de charbon par personne que les dictatures européennes et même six fois plus que les démocraties latino-américaines, qu'il considérait alors comme instables (p. 76). En conséquence, selon sa lecture, l'analyse confirme la « généralisation la plus répandue » à propos de la démocratie, à savoir « que plus une nation est aisée, plus grandes sont ses chances qu'elle maintienne la démocratie » (p. 75).

Avec le recul, on peut dire que Lipset a validé une stratégie politico-économique dans laquelle les sociétés occidentales, États-Unis en tête, s'étaient engagées depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Il a en même temps contribué à rendre cette stratégie plus explicite et mieux généralisable. L'Union européenne, dont nous venons d'élire le Parlement pour les prochaines années, commençait alors sous la forme de la Communauté économique européenne (d'abord sous la forme du charbon et de l'acier), précisément sur cette conviction : elle espérait résoudre la question sociale, dont l'absence de solution était considérée comme politiquement dangereuse, en s'engageant sur la trajectoire même qui a créé l'urgence écologique actuelle.

## **L'occasion manquée des années 1970 et les défis du présent**

On peut dire que cette stratégie a été couronnée de succès. Mais seulement temporairement – plus précisément jusqu'au début des années 1970. Durant toute cette période, les sociologues, qu'ils

soient critiques ou apologétiques, s'accordaient sur le fait que des problèmes surgissaient pour lesquels aucune solution immédiate n'était à portée de main ; les premiers l'ont qualifié de crise de légitimité, les seconds de crise de gouvernabilité. Mais la plupart d'entre eux ne s'intéressaient qu'à la situation sociopolitique interne des sociétés occidentales. Ainsi, ils ont reconnu l'insatisfaction et l'aliénation croissantes malgré l'augmentation de la richesse et du bien-être matériel, conduisant à ce que l'on a appelé la participation politique non conventionnelle dans « les années 1968 ». Mais ils n'ont pas accordé beaucoup d'importance à la simultanéité et à l'interdépendance de ce mécontentement intérieur avec trois phénomènes : la dégradation croissante de l'environnement mondial et l'épuisement des ressources, que soulignera au contraire le rapport du Club de Rome *Les Limites à la croissance* de 1972 ; les demandes pressantes des pays postcoloniaux du « tiers monde » de contrôler leurs ressources, qui se firent entendre dans le cadre du Nouvel Ordre Économique International voté par les Nations Unies en 1974 ; et les guerres que l'Occident perdait, comme la guerre du Vietnam, ou ne gagnait qu'au prix de perpétuer et d'aggraver des situations hautement conflictuelles, comme les guerres dites des Six Jours et du Yom Kippour ou du Ramadan au Moyen-Orient, étroitement liées aux questions de ressources telles que le contrôle des terres et le prix des combustibles fossiles. Si l'on considère l'ensemble de ces éléments, tout semblait être en place, au début des années 1970, pour un tournant dans l'histoire du monde.

Ce qui apparaissait à l'époque comme un tournant potentiellement critique s'est en réalité transformé en une occasion manquée de transformation socio-écologique. C'est pourquoi nous devons considérer l'histoire du capitalisme démocratique depuis la fin de la Seconde Guerre Mondiale comme comprenant deux périodes avec des préoccupations et des stratégies politiques différentes. Dans ce qui suit, j'examinerai d'abord le changement d'orientation à partir des années 1970, puis je comparerai les deux périodes à la lumière de notre présent et de notre avenir.

Ne parvenant pas à reconnaître les multiples connexions, préférant même les ignorer, les élites occidentales ont tenté de résoudre la

crise du capitalisme démocratique dans les années 1970 en intensifiant la mobilisation des combustibles fossiles dans leur région, tout en modifiant leur rapport au contexte mondial. En se concentrant sur les questions intérieures et en considérant le globe et la planète comme une simple condition de fond, les sociétés occidentales ont eu recours à un triple déplacement du problème multiple, au lieu de proposer une tentative sérieuse de diagnostic et de solution globale. Sur le plan intérieur, on a assisté à un ralentissement de l'économie, qui ne s'est jamais complètement remise de la récession de 1974-1975; à des revendications en faveur d'une amélioration continue des conditions de travail et du bien-être, soutenues par des syndicats forts; et à des appels à l'amélioration des conditions environnementales exprimés par des mouvements écologistes de plus en plus puissants. La question sociale était sur le point de faire retour, la question écologique s'imposait désormais avec force, et elles ont conjointement entraîné une montée des protestations, mettant ainsi fin à l'apathie civique. La « solution » des élites à ces problèmes a consisté à déréguler l'action économique et à renforcer le commerce international en vue de restaurer la rentabilité du capital, notamment en permettant aux industries ayant un coût élevé en main-d'œuvre et un fort impact environnemental de se délocaliser vers d'autres régions du monde, en particulier en Asie de l'Est. Cette décision a affaibli le pouvoir de négociation des syndicats et amélioré les conditions environnementales nationales, tout en maintenant la « loyauté des masses » grâce à l'importation de biens de consommation bon marché produits ailleurs dans des conditions à faible coût. Ainsi, le problème occidental a connu un triple déplacement : vers d'autres régions du monde, renforçant par inadvertance les sociétés asiatiques; vers la nature, du fait d'une extraction plus étendue des ressources et de l'accumulation de dioxyde de carbone dans l'atmosphère; et enfin vers le futur, puisque les solutions à court terme créent des problèmes à l'avenir, problèmes auxquels aucune solution vraisemblable n'est proposée.

Ces changements peuvent être résumés dans trois faits, qui ont une valeur exemplaire :

- Le Nouvel Ordre Économique International s'est transformé

en une nouvelle division internationale du travail. Autrement dit, un arrangement visant à renforcer la justice socio-économique mondiale au sein de l'organe représentatif des États formellement souverains a cédé la place à l'exploitation des avantages comparatifs dans une économie mondiale plus étroitement connectée.

- L'évaluation de l'état de la planète est passée du Club de Rome au Groupe d'experts international sur l'évolution du climat (GIEC). Autrement dit, la menace d'épuisement des ressources s'est transformée en menace pour l'habitabilité de la planète en raison d'une utilisation excessive des ressources.

- L'État-providence démocratique est passé d'un modèle mondialisable à un bastion bien circonscrit de privilèges globalement insoutenables. Autrement dit, la notion d'un ordre politique à la fois juste et démocratique a échoué à passer le test d'expansion au-delà de la région du monde où elle a émergé.

Ce qui rend aujourd'hui l'action politique si problématique, c'est le fait que ces deux transformations historiques s'appuient l'une sur l'autre et ont des effets cumulatifs. Si l'on considère l'ensemble de la période d'après-guerre, on constate que la période allant jusqu'au milieu des années 1970 a été marquée par des gouvernements étatiques plutôt forts qui ont abordé la question sociale en radicalisant involontairement la question écologique et en cherchant à atténuer l'importance de la question démocratique. À partir des années 1970, la crise écologique est apparue, a pris de plus en plus d'importance et a été aussi dans un premier temps l'un des thèmes centraux du retour en force de la question démocratique. Face à cette poly-crise (pour reprendre une expression d'Edgar Morin), les gouvernements – de centre-gauche comme de centre-droit – ont abdicé leurs responsabilités en privatisant les entreprises publiques et en renforçant le commerce international. Ils ont peut-être eu l'intention d'éviter une profonde crise de légitimité en déclarant que des mesures correctives efficaces étaient hors de leur portée. Mais en réalité, ils se sont rendus moins capables d'avoir une prise sur la réalité. Paradoxalement, c'est en adoptant la notion de « gouvernance » qu'ils ont renoncé à gouverner, car ce n'est pour eux qu'un

autre mot pour laisser les intérêts privés prévaloir sur la délibération collective. Ayant voulu que les citoyens soient apathiques, les partis politiques ont renoncé à leur tâche de contribuer à former l'opinion publique et ont plutôt considéré cette dernière comme la somme arithmétique des opinions d'individus atomisés, qu'il leur fallait respecter. Tout en affaiblissant leur propre pouvoir, les gouvernements ont permis une concentration du pouvoir en dehors de la responsabilité politique et au-delà des frontières politiques, en particulier dans les domaines de l'énergie, de la communication et de la finance.

Au cours des années 1970, la tâche politique que les gouvernements ont assumée a essentiellement consisté à garantir la réponse existante à la question sociale, à aborder la question écologique telle qu'elle se posait et à renouveler l'engagement envers la question démocratique. En raison de l'insuffisance de la réponse politique à ce moment, la situation actuelle reprend de nombreux traits de celle du début des années 1970, mais elle est d'une urgence bien plus grande et montre des exigences plus élevées en matière d'action coordonnée. On ne peut plus éviter d'aborder la question sociale comme exigeant une justice sociale mondiale, et non plus seulement nationale. La question écologique est devenue une urgence mondiale. Et la question démocratique est marquée par le paradoxe selon lequel la participation politique a augmenté, alors que la qualité de la communication politique a diminué.

Dans sa forme, la montée de l'extrême droite est rendue possible par l'effondrement de la communication politique. Mais en substance, elle repose sur l'affirmation illusoire selon laquelle le bien-être matériel et un environnement durable peuvent encore être traités comme des questions de politique intérieure guidées par de prétendus intérêts communs nationaux. Cette tentative est vouée à l'échec, mais elle risque d'avoir des conséquences désastreuses si elle est poursuivie. Empêcher que cela ne se produise est la tâche urgente du Nouveau Front Populaire, comme elle le sera de tout mouvement politique progressiste.

À moyen terme, une nouvelle synergie entre les questions démocra-

tiques, sociales et écologiques doit être inventée. Les réflexions précédentes suggèrent qu'une nouvelle réponse à la question démocratique est la condition pour répondre de manière adéquate aux questions sociales et écologiques. En effet, il ne sera pas facile, même pour un gouvernement bien intentionné et déterminé, d'insister sur la nécessité d'une compréhension globale de la question sociale et écologique fondée sur l'acceptation d'une responsabilité européenne significative pour la situation dans laquelle nous nous trouvons. Mais ne pas y parvenir revient à tenter de gagner des élections en vendant des illusions, et cela ne sera efficace qu'à très court terme.

La nouvelle réponse à la question démocratique doit comporter deux composantes, à savoir la communication politique et le gouvernement. Les élites occidentales ont pour la plupart redouté les citoyens et ont cherché à canaliser le débat public selon des voies préétablies ou à disperser la formation de l'opinion par l'atomisation. Les citoyens insatisfaits ne resteront cependant pas silencieux, mais ils peuvent s'exprimer en fonction d'intérêts à court terme et étroitement définis si les conditions adéquates de communication n'existent pas. Même si ces termes peuvent sembler périmés et dépassés, une renaissance des formes de démocratie délibérative est nécessaire pour surmonter cette étroitesse. En outre, de telles délibérations doivent être accompagnées par un gouvernement disposé à agir à la lumière de leurs conclusions, et capable de le faire sans abdiquer sa responsabilité face à de puissants acteurs privés ni s'excuser en prétextant la difficulté d'atteindre une coordination mondiale entre les États. Les changements intervenus après les années 1970 ont paralysé la communication, la délibération et l'action collectives au sein des États-nation mais aussi entre les États dans l'ordre mondial. En parallèle, un problème qui a l'ampleur et le caractère d'urgence du changement climatique exige des formes de communication, de délibération et d'action mondiales d'une qualité et d'une intensité plus élevées que jamais auparavant. Le dernier demi-siècle a affaibli et désactivé de nombreuses ressources politiques qui étaient alors encore disponibles, dans une certaine mesure du moins, tout en aggravant les questions sociales et écologiques. Il est grand temps de reconstruire ces ressources politiques

pour mieux répondre aux exigences portées par ces questions. Tel est l'enjeu de cette élection en France et en autres pays d'Europe. Il ne faut pas se masquer la difficulté de la tâche. Mais nous serons peut-être d'autant plus fermes dans notre engagement à court terme que nous savons qu'à long terme il ne saurait y avoir d'autre solution – à moins qu'on appelle solution une catastrophe à la fois sociale, écologique et démocratique.

—

## Notes

- 1 Voir « Pourquoi le rejet de l'écologie est-il un moteur du vote pour le Rassemblement national ? », *Le Monde*, 19 juin 2024
- 2 Publié en traduction française (par Gael Fain) sous le titre *Capitalisme, socialisme et démocratie*, Paris : Payot, 2023 ; les numéros de page suivants font référence à l'édition anglaise de 1946 : *Capitalism, Socialism and Democracy*. Londres : Allen & Unwin, 1976 (mes traductions).
- 3 Seymour Martin Lipset, Some social requisites of democracy: economic development and political legitimacy. *American Political Science Review* 53, 1959: 1 (les numéros de pages suivants font référence à cet article).



# Il ne s'agit pas seulement d'une élection

Par Vladimir Safatle | 06-07-2024

À partir de son expérience brésilienne et d'une observation de l'extrême-droite internationale, le philosophe Vladimir Safatle avertit: les conquêtes électorales de l'extrême-droite ne s'inscrivent pas dans une logique d'alternance, mais dans un projet révolutionnaire. Projet qu'il tente ici brièvement de caractériser.

À la veille des échéances décisives de ce week-end, on pardonnera peut-être à une voix venue de l'autre côté de l'Atlantique, et plus précisément du Brésil, de partager une conviction, fondée sur une expérience : la victoire de l'extrême droite néofasciste en France ne constituerait pas seulement un fait électoral.

Partout où l'extrême droite a remporté des élections législatives, il n'y a plus eu d'alternance au pouvoir, au sens où nous entendions ce mot auparavant. Ce n'est pas seulement que l'extrême droite généralement n'accepte plus les résultats électoraux défavorables, comme en témoignent l'attaque du Capitole à Washington ou celle de la Place des Trois Pouvoirs à Brasilia. Il n'y a pas d'alternance car, lorsque l'extrême droite gagne enfin les élections générales, elle ne cesse d'être le pouvoir central, c'est-à-dire le pouvoir qui va recomposer l'agenda politique et, surtout, produire une transformation profonde de la société civile. Ce n'est donc pas une élection qui est en train de se jouer ces jours-ci ; c'est une transformation continue et irréversible de la structure sociale.

Lorsque l'extrême droite arrive au pouvoir, le camp progressiste

aime s'imaginer comme une «force de résistance». Mais l'extrême droite a appris que le temps joue en sa faveur et que la «résistance» est déjà une forme lente de défaite. Une force qui «résiste» est une force guidée par une autre force, active, qui tente d'apporter un changement, se retirant là où elle sent une résistance plus organisée, mais revenant dans un deuxième, troisième, quatrième temps. Elle a attendu longtemps ; elle sait prendre son temps. Ce qu'elle vise n'est pas une conquête électorale ; c'est une transformation radicale. La force active produit ainsi une dynamique continue de mobilisation et de lutte permanente jusqu'au moment où l'on réagit de moins en moins.

Il est important de comprendre enfin que l'extrême droite est une force révolutionnaire. Même s'il est pénible d'accepter d'utiliser un tel vocabulaire pour décrire sa logique, c'est malheureusement le mot juste. Elle opère une transformation révolutionnaire progressive des gens, même s'il s'agit d'une révolution conservatrice et suicidaire. L'engagement de ses électeurs devient de plus en plus organique, pendant que son discours devient, pour une grande partie de la population, de plus en plus un acte performatif qui remodèle les comportements. Ainsi, même lorsque l'extrême droite quitte le pouvoir, elle continue à gouverner.

Au moment où Bolsonaro a gagné les élections au Brésil, il est devenu évident que l'extrême droite n'avait pas de projet de gouvernement. Non à cause d'une quelconque incompétence managériale. Elle n'avait pas de projet de gouvernement parce qu'elle avait quelque chose de plus grand à l'esprit, à savoir un véritable projet de société. Ses premières actions ont été, et ce n'est pas un hasard, contre les universités, les écoles et le domaine de la culture. Nous avons même assisté à une descente de forces de police lourdement armées à l'Université de São Paulo, sous prétexte d'arrêter un étudiant qui aurait consommé de la pornographie infantile. L'intimidation était évidente, tout comme la tentative d'associer la pédophilie à l'environnement universitaire, dans une mobilisation claire de la panique sociale. Le premier discours de Jair Bolsonaro en tant que président (notez bien : son *premier* discours) invitait les étudiants à filmer des professeurs qui prétendent les «endoctri-

naient».

Mais le fait que les universités, les écoles, les musées et les centres culturels soient devenus des espaces de combat privilégiés est à prendre au pied de la lettre. La lutte est rigoureusement pédagogique, au sens où elle passe par la reproduction matérielle des subjectivités, la recomposition radicale des circuits sociaux des affects, la reconstruction du passé, la militarisation des modes de vie. Car l'extrême droite, contrairement à la gauche actuelle, sait très bien ce qu'est une bataille idéologique et une lutte pour l'hégémonie. Elle a lu Gramsci, on le sait. Cette lutte pour l'hégémonie idéologique est motivée par la conquête du pouvoir central, mais elle se poursuit même lorsque l'extrême droite est ensuite momentanément écartée du pouvoir.

Nous pourrions nous demander d'où vient la force de l'extrême droite. À mon avis, de nombreux collègues ont fait fausse route en essayant de comprendre l'adhésion à l'extrême droite à partir des supposés déficits cognitifs de ses électeurs (fake news, discours simplistes) ou de leurs déficits psychologiques (ressentiment, haine, frustration, etc.). Je crains que, politiquement, de telles descriptions ne soient inoffensives et ne servent qu'à nous assurer narcissiquement quant à notre supposée supériorité morale et intellectuelle.

Afin d'éviter de regarder l'extrême droite à travers le prisme du mensonge, de la tromperie et de l'immoralité, il faudrait peut-être se demander ce qu'elle dit vraiment – c'est-à-dire ce qu'elle transmet de vérité. Où se trouve son noyau de vérité ? Où se trouve le point où celles et ceux qui la représentent tombent le masque et disent simplement la vérité ? Car il est fort probable que ce point fournisse à ses électeurs le seul diagnostic social véritablement réaliste. Il consiste à dire entre les lignes : les crises du système capitaliste ne peuvent plus être gérées à l'intérieur du système capitaliste lui-même ; cependant, il n'y a pas d'alternative possible ; donc, il ne reste qu'à sauver une partie de la société et à laisser périr le reste, soit en l'expulsant en dehors de « nos » frontières, soit en le laissant sombrer dans la misère absolue, soit en le soumettant à une spolia-

tion maximale par l'augmentation exponentielle des violences policières et de la précarisation économiques des vies.

La conviction qu'il lui est encore possible de faire partie de cette portion de la société qui sera sauvée (et qui doit l'être) est ce qui mobilise la partie de la population qui adhère aujourd'hui à l'extrême droite. Que ce soit par la préférence nationale, par le discours de l'esprit d'entreprise ou de labeur («celui qui travaille dur sera sauvé»), ou dans d'autres cas par le discours religieux des élus (dont l'évangélisme au Brésil est le modèle évidemment, mais dont une variante de laïcité à la française est peut-être une expression aussi), il s'agit toujours de la division entre ceux qui seront sauvés et ceux qui seront sacrifiés. Pour brutal qu'il soit, ce discours a sa cohérence, surtout à un moment où la gauche ne croit pas vraiment qu'un changement de structure soit possible, puisqu'elle ne cherche jamais à le réaliser lorsqu'elle est au gouvernement. Notre appel à la solidarité est donc profondément abstrait et, pour de larges couches de la population, tout simplement faux. C'est de notre fausseté que l'extrême droite tire sa véritable force.

On ne peut donc qu'espérer que « barrage » sera fait à l'extrême-droite ce dimanche en France. Mais on doit aussi espérer que l'alerte sera suffisamment forte pour que les esprits cessent de se bercer de propos condescendants et se mettent en capacité d'énoncer, à leur tour, une vérité.

—

# En Belgique aussi

Par Vincent de Coorebyter | 06-07-2024

**En Belgique, les élections européennes étaient couplées à des élections législatives à tous les niveaux de pouvoir. Il en ressort un tableau assez complexe, mais qui correspond, dans les grandes lignes, à la tendance dominante en Europe. Le philosophe et politologue belge Vincent de Coorebyter livre ici une synthèse éclairante à destination du public français.**

Le 9 juin 2024, en Belgique aussi, la droite a gagné les élections. Et elle l'a même fait trois fois plutôt qu'une, puisque ce jour-là on votait en Belgique à tous les niveaux de pouvoir : européen, fédéral (renouvellement de la Chambre des représentants, le parlement national) et dans les entités fédérées (pour simplifier, on peut en distinguer trois : le parlement flamand, le parlement wallon et le parlement bruxellois).

Pour bien comprendre la situation politique belge, il faut se rappeler que le scrutin se déroule à la proportionnelle à tous les niveaux de pouvoir et que, à l'exception d'un parti de gauche radicale, le PTB-PVDA, il n'y a plus de partis nationaux en Belgique. Il existe deux partis libéraux, un francophone et un flamand, parfaitement indépendants l'un de l'autre ; il en va de même pour les deux partis socialistes, pour les deux partis historiquement issus de la tradition chrétienne et pour les deux partis écologistes (même si ces derniers entretiennent des liens étroits entre eux). En outre, certains partis ne sont implantés que dans une seule région du pays (Flandre ou Wallonie) en plus de Bruxelles, région bilingue, ce qui crée une forte asymétrie entre la carte politique flamande et francophone : les premiers partis que nous aurons à évoquer sont purement fla-

mands.

## Résultats par région (Flandre, Wallonie, Bruxelles)

Alors que la Belgique est complexe, il est frappant de constater que les tendances électorales sont les mêmes aux trois niveaux de pouvoir (à l'exception de quelques partis de gauche à Bruxelles), et qu'elles correspondent à la tendance dominante en Europe : poussée de la droite et recul des Verts.

La poussée de la droite prend d'abord le visage d'une victoire de l'extrême droite flamande (Vlaams Belang), dont le score augmente de plus de 4 % des voix en Flandre et qui s'approche du record qu'elle avait atteint en 2004 (24 %). Deuxième parti de Flandre et du pays, elle est précédée de peu par un parti autonomiste flamand fermement ancré à droite, la N-VA, qui s'effrite légèrement mais qui, au parlement flamand, obtient autant de sièges que l'extrême droite – les deux constituant, ensemble, exactement la moitié de l'hémicycle. Autrement dit, en Flandre, les partis de centre-droit et de gauche ne pèsent pas davantage que la droite affirmée ou extrême.

A la surprise générale, la tendance est la même du côté francophone (à la différence qu'ici, l'extrême droite est bannie des médias et électoralement marginale). En Wallonie, chacun des trois partis de gauche a reculé (le parti socialiste, le parti écologiste et le PTB-PVDA, qui est issu de la tradition maoïste), légèrement pour deux d'entre eux, de manière spectaculaire pour les écologistes, qui payent une fois encore leur participation au pouvoir (à la Chambre, ils passent de 13 sièges à 3). Symétriquement, le fait majeur du scrutin réside dans la victoire conjointe du parti libéral (MR) et d'un parti difficilement classable, Les Engagés, historiquement issu de la tradition sociale-chrétienne mais qui s'est refondé pour occuper, en simplifiant beaucoup, une position de centre-droit mâtinée d'accents solidaristes et écologistes. Pour la première fois de l'Histoire, les libéraux arrivent en tête en Wallonie sans bénéficier de l'appoint d'un allié : avec près de 30 % des voix ils battent le PS, qui

était tendancielle ment en déclin mais n'avait jamais connu de score aussi faible (23 %). Parallèlement, Les Engagés doublent leur score de 2019, antérieur à leur refondation : ils dépassent les 20 % et forment donc, avec les libéraux, un ensemble de centre-droit majoritaire en Wallonie, ce qui est sans précédent. Et c'est d'autant plus significatif que les libéraux étaient au pouvoir au niveau fédéral et en Wallonie (ils ont donc évité un vote-sanction) et qu'ils sont dirigés par un jeune président qui assume crânement ses positions clivantes et droitières, au point qu'on le compare parfois à Donald Trump.

La situation est plus complexe à la Région de Bruxelles-Capitale, dont la population est jeune et très cosmopolite et qui comporte une importante frange de confession musulmane dont les partis de gauche défendent les intérêts de manière ouverte, ce qui a aidé les socialistes francophones à maintenir leur score dans la capitale. Cette spécificité n'empêche pas, ici encore, une très nette victoire des libéraux francophones et des Engagés, qui tirent profit, les uns et les autres, de leur présence dans l'opposition sous la dernière législature. Mais on observe aussi, à Bruxelles, une poussée des écologistes flamands (sans doute due à de multiples facteurs et qui contraste avec leur recul en Flandre), du PTB-PVDA et d'un micro-parti de création récente, les deux derniers, et surtout le dernier, ayant largement fait campagne sur Gaza et sur des dossiers intéressants les musulmans (port du voile, abattage rituel sans étourdissement). Un vote de type communautariste se développe de plus en plus nettement à Bruxelles, mais aussi en Flandre où le soutien apporté à l'extrême droite constitue une réaction de défense de la communauté majoritaire.

Outre Bruxelles, il faut apporter une autre nuance à ce tableau. En Flandre, en effet, la gauche radicale du PTB-PVDA progresse (+ 3 %) et les socialistes regagnent du terrain (+ 4 %). La polarisation droite-gauche s'accroît donc en Flandre, mais elle doit s'analyser avec prudence. D'abord parce que le progrès des socialistes les ramène à un niveau qui reste modeste (14 %), et bien inférieur à leurs scores de la décennie 2000. Ensuite parce que les socialistes flamands ne se revendiquent plus guère de leur ancrage historique : le

nom de leur parti, Vooruit, signifie simplement « En avant », et leur figure de proue est un jeune dirigeant charismatique qui a défrayé la chronique, ces dernières années, par une déclaration qu'on peut juger xénophobe (« Quand je roule à Molenbeek, moi non plus je ne me sens pas en Belgique ») et par un aparté raciste au cours d'une soirée trop arrosée. Le fait que de telles déclarations ne l'ont pas empêché d'obtenir un très bon score personnel dit quelque chose de l'état d'esprit en Flandre (il en va de même pour un haut représentant des libéraux du côté francophone, apparemment boosté par une réplique xénophobe lâchée au cours d'un débat tendu).

## Quels gouvernements en perspective ?

Deux semaines après le scrutin, où en est-on de la formation des gouvernements, dans les entités fédérées et au niveau fédéral ? Ce processus est généralement long, puisque le scrutin proportionnel ne permet pas à un parti d'obtenir la majorité absolue à lui seul : à tous les niveaux de pouvoir, il faut former des coalitions, qui peuvent être pléthoriques là où Flamands et francophones sont réunis (le gouvernement fédéral sortant compte sept partis, le gouvernement régional bruxellois six).

En ce qui concerne le gouvernement flamand, l'hypothèse d'une coalition entre les autonomistes de droite (N-VA) et l'extrême droite a été écartée peu avant le scrutin, après des années d'ambiguïté de la part de la N-VA et malgré le fait que ces deux partis convergent en faveur de l'indépendance de la Flandre. Les négociations ont commencé tardivement, de manière assez timide, le spectre des élections locales qui doivent se tenir en octobre 2024 semblant pousser les partis à la prudence. Compte tenu de la déroute vécue par les libéraux flamands (Open VLD), qui vont tenter de se refaire dans l'opposition, les discussions démarrent sur la base attendue : le gouvernement devrait regrouper la N-VA, les socialistes et les sociaux-chrétiens (CD&V), sur fond de rigueur budgétaire et, c'est à craindre, d'un maigre entrain face au défi climatique, que la N-VA a tendance à subordonner à l'économie flamande et le CD&V aux intérêts spécifiques des agriculteurs.



Du côté francophone, les libéraux du MR et Les Engagés, majoritaires à eux deux, ont décidé de gouverner ensemble. Ils devraient s'accorder assez aisément sur nombre de sujets, mais on perçoit des différences sensibles en matière d'enseignement (le MR veut en revenir à plus de méritocratie), de questions sociales (conformément à la tradition chrétienne, Les Engagés se préoccupent des personnes fragiles et du tissu associatif) et d'environnement, le climat étant une priorité affichée pour les Engagés mais pas pour le MR, pour qui l'économie prime. Depuis toujours, les clivages politiques présentent, en Belgique, une configuration plus complexe que l'opposition droite-gauche, et cela se vérifiera encore dans les processus de formation des différents exécutifs.

La constitution du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale défie toute explication synthétique. Disons simplement qu'il faudra réunir au moins sept partis, trois francophones et quatre flamands, afin d'obtenir la majorité dans chaque groupe linguistique du parlement. Dans ce cadre, les socialistes francophones pourraient s'avérer incontournables : pour se passer d'eux, le MR et Les Engagés devraient s'associer à deux partis (les écologistes et un parti purement bruxellois) qui ont subi une lourde défaite aux élections et qui ont tout intérêt à passer dans l'opposition. Il faudra donc sans doute marier l'eau et le feu, des libéraux dopés par leur éclatante victoire et des socialistes décidés à tirer profit de leur caractère incontournable. Quant au côté néerlandophone, où ce sont les écologistes qui sont arrivés en tête, on ignore encore quelle formule pourra surgir, plusieurs combinaisons à quatre partis étant possibles. En outre, les ailes francophone et flamande du gouvernement bruxellois devront s'entendre sur un programme commun, alors que ce sont des partis très différents – libéral côté francophone, écologiste côté flamand – qui se partagent le leadership. Les discussions seront donc longues, mais la présidence du gouvernement ne peut pas échapper aux libéraux, ce qui sera une première : depuis la création de la Région en 1989, la présidence a été toujours été occupée par les socialistes francophones.

Quant à la formation du gouvernement fédéral, qui a pris 494 jours après le précédent scrutin (record de Belgique non battu), elle

peut toujours réserver des surprises. A ce stade, la formule qui devrait être testée est une coalition de centre-droit qui réunirait, du côté néerlandophone, la N-VA (dont le président veut devenir Premier ministre), les socialistes et les sociaux-chrétiens et, du côté francophone, le MR et Les Engagés. Il faudra cependant voir quelles garanties demanderont les socialistes flamands, dans un atelage dont ils seraient la seule composante de gauche. La N-VA et le MR insistent sur la rigueur budgétaire, et la Belgique fait partie des pays que l'Europe vient de classer en déficit excessif (la dette publique dépasse les 100 % du PIB). La pression sera donc forte pour réduire les dépenses tous azimuts, mais ni les socialistes flamands ni Les Engagés ne sont prêts à admettre un gel du financement des soins de santé, qu'ils veulent au contraire augmenter afin de tenir compte du vieillissement de la population. Un accord sur des économies pourrait être plus facile à obtenir dans le domaine des allocations de chômage, mais de manière générale la question budgétaire risque de crispier les négociations.

Par ailleurs, la N-VA tient à engranger une nouvelle réforme de l'Etat qui accorderait plus de compétences aux entités fédérées, dans la perspective d'une autonomie flamande aussi complète que possible. Cet objectif sera certainement soutenu par le CD&V et sans doute admis par les socialistes flamands, mais il n'est pas partagé par le MR et Les Engagés, qui craignent d'hériter de compétences que la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale ne seraient pas capables de financer sur la durée. Une sorte de troc pourrait s'effectuer entre de nouvelles attributions de compétences demandées par la Flandre et un certain refinancement des entités francophones (dont le déficit budgétaire est très élevé), mais un tel donnant-donnant ne se négocie pas sans peine. En outre, la formule de gouvernement envisagée au niveau fédéral ne permet pas de transférer des compétences selon la voie imposée par la Constitution, qui exige une majorité spéciale des deux tiers. Anticipant ce risque, des juristes et des responsables politiques flamands ont déjà planché sur des procédés alternatifs, qui ont été employés dans les années 1960 mais qui bafoueraient l'actuelle Constitution. Leur utilisation est donc loin d'être acquise, car elle demanderait un large accord entre partis et risquerait de se heur-

ter à une multitude de recours devant la Cour constitutionnelle. En Belgique comme en France sur d'autres sujets, les hautes juridictions peuvent bloquer des projets politiques soutenus par des partis puissants, au risque d'être mises en cause.

## Conclusion en forme de convergence

La Belgique confirme ainsi sa réputation de pays difficilement gouvernable, à la fois parce que sa division linguistique contraint à associer de nombreux partis au niveau fédéral, mais aussi parce que le scrutin proportionnel impose de former des gouvernements de coalition qui doivent préalablement s'entendre sur un programme alors que les clivages politiques sont nombreux.

Pour autant, et quoi qu'il en soit d'une réelle difficulté à mener des réformes profondes, on aurait tort de voir dans la Belgique une sorte d'homme malade de l'Europe. Car les clivages politiques belges se retrouvent dans la plupart des pays européens, que ce soit sur les enjeux socio-économiques, environnementaux, migratoires ou concernant les revendications de l'islam ou des minorités. La Belgique est spécifiquement affaiblie par la tendance séparatiste flamande, mais pour le reste elle a appris de longue date à nouer des compromis entre des formations politiques distinctes voire opposées entre elles. Elle partage avec l'Allemagne, les Pays-Bas et la Suisse, pour ne citer qu'eux, une culture de la coalition que la France doit désormais s'approprier pour sortir de ses propres difficultés.

---

# La montée de l'extrême droite, vue d'Allemagne

Par Peter Wagner | 09-07-2024

La résistible ascension de l'extrême droite est un phénomène mondial. Au moment où les discussions sont en cours sur le prochain gouvernement et où la gauche s'interroge sur la meilleure stratégie, le sociologue Peter Wagner suggère de tirer les leçons de l'expérience allemande et d'observer les résultats de la dernière élection européenne, pour savoir ce qui pourrait enrayer l'extrême droite durablement - et ce qui, au contraire, la nourrit.

Cela fait au moins dix ans qu'entre amis et collègues d'Allemagne nous avons commencé à nous demander : combien de temps l'Allemagne tiendra-t-elle encore ? Nous songions, bien sûr, à la montée du populisme de droite, qui pouvait être observée dans un nombre croissant de pays, ainsi qu'à la polarisation politique et à l'effondrement du débat public en général. La politique allemande semblait résister à cette tendance, en partie à cause du style sédatif de la chancelière Angela Merkel qui fut à la tête du pays pendant seize ans, en partie aussi à cause de la capacité de négociation, établie de longue date, entre ce qui était autrefois les deux principaux partis, les démocrates-chrétiens (CDU) et les sociaux-démocrates (SPD), qui ont même formé des gouvernements de coalition à plusieurs reprises. Ces partis sont désormais classés au centre-droit et au centre-gauche, mais, pendant longtemps, il n'y eut pas d'autre droite ni d'autre gauche en Allemagne.

On déplorait souvent cette situation, en arguant qu'un tel climat politique n'était pas propice à des décisions politiques radicales,

même si, dans les faits, l'Allemagne en fut aussi capable à l'occasion (qu'on songe à l'attitude plutôt libérale en matière d'accueil des réfugiés lors de la soi-disant « crise de l'immigration » de 2015, ou à la décision de renoncer à l'utilisation de l'énergie nucléaire pour produire de l'électricité). Mais le regard posé sur cette singulière stabilité a progressivement changé : longtemps, elle avait été critiquée comme un obstacle aux nécessaires réformes sociales et associée une tendance marquée à l'étouffement de toute protestation, dont témoignaient éminemment au début des années 1970 les tristement célèbres *Berufsverbote* (cet ensemble d'emplois de la fonction publique interdits aux communistes – un terme allemand entré dans d'autres langues européens). Plus récemment, cependant, on s'est mis à voir dans cette stabilité un garde-fou contre la montée de l'extrême droite. Et de fait, cela explique peut-être que l'Allemagne ait résisté si longtemps. Mais ça, c'était avant.

Aux dernières élections européennes, qui ont eu lieu en Allemagne comme en France et dans tous les autres pays de l'Union, pour le renouvellement du Parlement européen, l'extrême droite incarnée par *l'Alternative für Deutschland* (AfD) a réalisé une percée historique avec 15,9% des suffrages (en progression de 4,9%), malgré les scandales qui ont conduit le parti à arrêter de faire campagne pour ses deux principaux candidats. L'AfD est tellement à droite qu'elle a été exclue du groupe Identité et Démocratie du Parlement européen sur décision de Marine Le Pen, même si c'est plus à des fins de campagne électorale interne que pour des divergences de fond. À première vue, la tendance politique en Allemagne est similaire à ce que l'on observe en France, avec une droite qui gagne dans les régions rurales et les petites villes, et une gauche – incluant sous cette dénomination les sociaux-démocrates, les écologistes (*Die Grünen*) et la gauche radicale (*Die Linke*) – qui résiste dans les grandes villes comme dans les villes universitaires, même petites. Toutefois, deux différences méritent d'être soulignées.

Première différence : alors que, d'une part, la carte électorale française montre que le RN est le parti qui fait les meilleurs scores presque partout en dehors des grandes villes, la carte allemande montre que c'est la droite modérée qui occupe cette position en

Allemagne de l'Ouest, l'extrême droite n'y arrivant qu'en Allemagne de l'Est, la ligne de démarcation se situant exactement à l'ancienne frontière entre la RFA et la RDA. Ce n'est que dans cette dernière région que l'AfD atteint des scores supérieurs à 30%, donc similaires au RN, alors qu'elle reste à environ 13% en moyenne à l'Ouest (ce qui n'est pas négligeable non plus). Dans une certaine mesure, l'AfD est donc un phénomène post-soviétique comparable à la situation politique de certains autres pays d'Europe centrale et orientale. Je ne dis pas cela pour être rassurant. Car si l'on regarde les trente dernières années, cela montre au minimum l'incapacité de l'Allemagne réunifiée à créer un espace public permettant de débattre et de délibérer sur les orientations du nouveau système politique allemand. L'ombre d'un processus d'unification déterminé par les intérêts stratégiques des partis politiques et des entreprises occidentales plane toujours sur le pays. Si l'on regarde vers l'avenir, la nature fédérale du système politique allemand rend probable la perspective que l'extrême droite occupe des positions politiques importantes à court terme. Des élections régionales auront lieu cet automne dans trois des cinq *Länder* de l'Allemagne de l'Est et la probabilité que l'AfD accède aux postes de gouvernement est élevée. Si cela se produit, son influence augmentera considérablement dans toute l'Allemagne, malgré sa position plus faible à l'Ouest.

Deuxième différence : contrairement à la France, l'Allemagne a actuellement un gouvernement engagé, en principe, dans un processus de réformes socio-écologiques. Il est formé d'une alliance entre les libéraux (FDP), les écologistes et les sociaux-démocrates, dictée par le résultat des dernières élections fédérales de 2021, et non souhaitée par aucun des trois partenaires. Les libéraux orientés vers le marché auraient préféré une alliance avec la droite modérée, tandis que les écologistes et les sociaux-démocrates attendaient de coopérer avec la gauche radicale, mais l'arithmétique parlementaire n'a permis la réalisation d'aucune de ces combinaisons. Malgré les circonstances, la coalition gouvernementale a connu des débuts prometteurs avec un programme intitulé «Oser plus de progrès» (*Mehr Fortschritt wagen*) proposant une combinaison d'engagements libéraux, écologiques et sociaux.

Il est difficile de savoir comment le gouvernement s'en serait sorti si la Russie n'avait pas envahi l'Ukraine, mais il est évident que le programme a rapidement déraillé. Perdants aux élections régionales ultérieures, les libéraux ont souligné leur critique de l'interventionnisme du gouvernement et leur croyance en l'austérité, creusant un fossé toujours plus large et profond au sein de la coalition. Ils ciblaient en particulier les politiques environnementales menées par les ministères dirigés par les écologistes. Ce faisant, ils ont également alimenté des sentiments anti-écologistes également exploités par l'extrême droite. Aux élections européennes, les partis de gouvernement ont lourdement perdu, notamment les écologistes et les sociaux-démocrates.

Il convient d'ajouter un mot sur la formation d'un nouveau parti, le *Bündnis Sahra Wagenknecht* (BSW), qui s'est présenté pour la première fois à ces élections et a immédiatement obtenu 6,2% des voix. Techniquement une scission de *Die Linke*, dont Sahra Wagenknecht fut pendant longtemps une députée charismatique au Parlement fédéral, BSW combine engagements sociaux, politiques anti-immigration et haine des écologistes. Ainsi, il n'est pas facilement classable entre gauche et droite et séduit à la fois les électeurs de l'AfD et de *Die Linke*. Selon les sondages d'opinion, il obtiendrait jusqu'à 15% des voix lors des prochaines élections régionales dans l'Est de l'Allemagne. Après ces élections, il pourrait s'agir d'un partenaire de coalition de la CDU ou de l'AfD dans l'un ou plusieurs des *Länder* d'Allemagne de l'Est.

Cette expérience allemande récente montre la difficulté, à notre époque, de rassembler une majorité politique favorable à une approche conjointe des questions démocratiques, sociales et écologiques, dont je soulignais la nécessité dans une contribution précédente <sup>1</sup>. On ne doit certes pas surestimer la détermination initiale du gouvernement à aller dans ce sens, mais l'intention de le faire était présente, ainsi que le sentiment d'une certaine urgence. Cependant, il s'est non seulement avéré rapidement impossible de poursuivre le programme annoncé, mais le seul fait de tenter de le faire a créé des réactions négatives au sein de la société allemande, exploitées par ceux qui ne s'intéressent ni à la démocratie, ni à

l'écologie, et qui visent à réserver les politiques sociales à ceux qui sont considérés comme les seuls vrais citoyens de la nation. Quel que soit le gouvernement qui pourra être formé à l'issue des élections législatives françaises, précipitées par Emmanuel Macron, la leçon allemande devrait être méditée par tout personne qui, au sein de la société civile ou des appareils politiques, cherche une issue à l'impasse dans laquelle les démocraties occidentales se sont enfermées en ne faisant pas face aux problèmes qui sont les siens, et qui étaient selon moi déjà manifestes dès les années 1970. Une chose est claire : dresser les intérêts démocratiques, sociaux et écologiques, les uns contre les autres présente le risque de favoriser la montée de l'extrême droite – et ce résultat ne sera probablement au service d'aucun d'entre eux.

—

## Notes

- 1 <https://lestempsquirestent.org/fr/numeros/numero-1/egalite-environnement-democratie-le-nouveau-front-populaire-entre-deux-siecles>